

Débat

2017-2022 : Le quinquennat de la solidarité internationale ?

Auditorium du journal Le Monde

Paris, Vendredi 24 Mars 2017

Un évènement animé par

Audrey Pulvar

organisé par



avec le soutien de



Sommaire

Vidéo complète du débat disponible : liens sur les titres

<u>Avant-propos par Audrey Pulvar</u>	3
Discours d'introduction par Philippe Jahshan (<i>Président de Coordination SUD</i>)	3
<u>Question d'introduction</u>	5
Christian Cambon, <i>sénateur et soutien de François Fillon</i>	5
Jean-Michel Séverino, <i>ex-directeur de l'Agence Française de Développement et soutien d'Emmanuel Macron</i>	6
Pascal Cherki, <i>député et porte-parole de Benoît Hamon</i>	8
Djordje Kuzmanovic, <i>chargé des questions de géostratégie aux côtés de Jean-Luc Mélenchon</i>	10
<u>Quels moyens pour l'aide publique au développement ?</u>	11
Jean-Michel Séverino	11
Christian Cambon	12
Pascal Cherki	14
Djordje Kuzmanovic	15
<u>Quels objectifs pour l'aide ?</u>	16
Pascal Cherki	16
Djordje Kuzmanovic	18
Christian Cambon	20
Jean-Michel Séverino	21
Pascal Cherki (2)	23
Djordje Kuzmanovic (2)	24
<u>Questions avec la salle</u>	25
Tove Holmström, ex-OHCHR	25
Valérie Terranova, VT International	27
Marguerite Bannwarth, Equipop	29
Sophie Zaccaria, Médecins du Monde	31
Agnès Faivre, Le Point Afrique	32
Sandra Lhote-Fernandes, Oxfam	35
Conclusion par Philippe Lèvèque (<i>Président de CARE France</i>)	36

Avant-propos d'Audrey Pulvar

Bonjour, bienvenue à tous et à toutes pour ce questionnaire sur le quinquennat à venir, est-ce que ce sera un quinquennat de la solidarité internationale ? Aujourd'hui la famine sévit en Somalie, dans le Soudan du Sud. Elle touche un peu plus de 3 millions de personnes en Somalie, environ 5 millions au Soudan du Sud. Le Yémen est menacé, toute l'Afrique de l'est est également menacée d'une famine qui pourrait toucher des dizaines de millions de personnes. Le Secrétaire général de l'ONU s'en émeut : il parle pour l'instant de tragédie et voudrait qu'on évite une catastrophe.

Mais ces sujets des crises alimentaires, sanitaires, climatiques et de leurs conséquences sur l'équilibre de l'ensemble de la planète et le sujet du développement sont singulièrement absents de la campagne présidentielle française jusqu'à maintenant. Tout comme d'autres sujets, le chômage, la culture est également très absente.

Alors cet après-midi on va essayer de se consacrer à la question de l'aide publique au développement, du développement des pays les moins avancés et, au-delà des pays les plus pauvres, les questions de coopération, de migration qui sont pas forcément liées mais qui, dans les programmes de certains candidats, le sont.

Présentation des intervenants :

- Christian Cambon, sénateur, et soutien de François Fillon
- Pascal Cherki, député et porte-parole de Benoît Hamon
- Djordje Kuzmanovic, analyste géopolitique, chargé des questions de géostratégie aux côtés de Jean-Luc Mélenchon
- Jean-Michel Severino, ex- directeur de l'Agence Française de Développement et soutien d'Emmanuel Macron

Introduction de Philippe Jahshan, Président de Coordination SUD

Merci beaucoup, merci à vous de ce mot d'accueil et d'avoir déjà posé le cadre de nos discussions aujourd'hui et leur importance. Je voudrais particulièrement remercier les 4 organisations membres de Coordination SUD organisatrices de cet événement : Action contre la Faim, ONE, Care France et Action Santé Mondiale. Je voudrais remercier également l'ensemble des personnes ici présentes, je pense que la salle est comble et c'est un 1er indicateur de succès et démontre pour les candidats, l'importance de ces sujets malgré, vous l'avez souligné déjà, son absence malheureusement ou sa quasi absence - il y a eu quelques sorties sur les questions d'APD de certains - mais enfin pour l'instant c'est un sujet qui passe largement inaperçu dans les débats.

Et pourtant l'état du monde nous y appelle au quotidien si je puis dire : 2014, 2015, 2016 encore ont été les 3 années avec des records successifs de chaleur pour parler de l'état du climat et de l'environnement. Déjà 1.1 degré de plus en 100 ans pratiquement donc c'est le changement climatique qui se produit sous nos yeux, n'est-ce pas, pour nous et pour nos enfants. Nous sommes entrés dans sorte de *terra incognita* climatique et ce sont les scientifiques qui le disent ; c'est particulièrement inquiétant.

La question des inégalités sociales qui se sont accrues depuis 30 ans au niveau national mais aussi européen. Rapport Oxfam : 8 personnes dans monde qui détiennent la même richesse que 3, 5 milliards. Sentiment d'une économie qui tourne finalement au bénéfice des 1 % plutôt que des 99%. Que faisons-nous de cet enjeu des inégalités ? là aussi le sujet est très absent des discussions et des débats. Inégalités au Nord comme au Sud : aux Etats-Unis par exemple, un rapport de France Stratégie est sorti en 2016 qui indique qu'1 Américain / 3 est pauvre aujourd'hui, la classe moyenne aux EU a fondu en 30 ans, situation de crise financière et dérégulation mondiale qui n'ont pas trouvé leurs réponses aujourd'hui.

Vous en avez parlé aussi, bien sûr les crises humanitaires, les conflits qui s'étendent sur des zones entières et là aussi l'incapacité de la communauté internationale d'y répondre, à rétablir la paix qui est face à nous et l'incapacité à mobiliser les moyens pour répondre à ces crises. Vous avez parlé de la famine effectivement nous sommes et nous avons longtemps regretté que notre pays, qui est attendu sur ce terrain-là, n'ait pas été pour l'instant suffisamment à la hauteur de ces tragédies humanitaires dans la réponse notamment financière. Ce que nous disons c'est pourtant qu'en 2015 il y a eu deux évènements importants qui ont été extrêmement forts et qui ont symbolisés une forme de convergence mondiale. Les ODD qui ont été adoptés à New York en septembre 2015 et la COP 21 pour laquelle la France a engagé sa diplomatie avec un véritable succès. Ces deux accords sont d'une très grande portée (là aussi très absents du débat) pourtant ils donnent la vision du monde pour les 15 années à venir. C'est le monde à 2030 que tracent les ODD et certainement le chemin le plus souhaitable pour nous tous et pour nos enfants pour les 15 années à venir à revers des chaos qui sont à venir.

Nous considérons effectivement que dans cette campagne présidentielle il faut parler de cet avenir et qu'il y a à se saisir de ces accords qui sont aussi des succès du multilatéralisme et donc d'une capacité des Nations Unies à se trouver autour d'accords forts et prouvent que le multilatéralisme fonctionne quand on l'investit politiquement. Il faut s'en saisir et la France doit s'en saisir. Nous considérons effectivement que la politique de développement et de solidarité internationale doit être au cœur des priorités de la politique étrangère de la France. Il est temps que cette voix solidaire soit plus forte pour les 5 années à venir ; voilà ce que nous attendons, la communauté des ONG françaises réunies au sein de Coordination SUD et avec l'ensemble des organisations qui ont rejoint l'appel des solidarités lancé il y a quelques jours : c'est un mouvement de fond que nous voulons renforcer pour imposer ces sujets de la solidarité et des inégalités dans le débat public.

Une des clés d'une politique de solidarité internationale réinvestie c'est l'aide publique au développement. Le quinquennat qui se termine a été très actif sur de nombreux sujets : nous avons eu une loi, nous avons eu un cadre de dialogue actif, un document de partenariat entre l'état et la société civile : il y a eu un engagement fort sur le climat je l'ai dit.

Mais la question des moyens, malgré un rebond sur 2017, a été malheureusement la question qui nous a aussi opposé et qui fait de la France un acteur qui a reculé au sein de la communauté internationale.

Nous sommes donc en attente d'un engagement fort sur les 0.7%, certains candidats en ont parlé, pour 2022 ! C'est une promesse qui remonte aux années 1970 il est temps qu'elle soit

honorée. L'APD ce n'est pas mineur, toute la question du développement ne se résume pas à ça, mais l'APD c'est la capacité de lutter contre la pauvreté, d'investir dans les secteurs sociaux, de répondre aux crises humanitaires. C'est le levier pour le renforcement et la structuration des sociétés civiles pour une gouvernance démocratique dans les pays partenaires. Cela a permis des avancées majeures : recul de la mortalité juvénile de plus de 50% dans le monde par exemple, recul de la pauvreté dans le monde, recul des grandes pandémies (le sida, le paludisme), l'accès à l'éducation. C'est à tout cela que sert l'aide publique au développement. Il faut aussi le redire parce que souvent y compris dans l'opinion publique on perd de vue que ces euros qui sont investis dans la solidarité servent et sont utiles au quotidien pour les hommes et les femmes dans nos sociétés et dans le monde.

Donc oui l'APD reste un instrument central pour agir et nous sommes effectivement en attente d'engagements forts Messieurs les représentants des candidats. Nous espérons que le débat d'aujourd'hui va nous permettre de vous entendre sur ce sujet-là enfin. Sachez que nous sommes plus de 3 000 ONG en France mobilisées, 170 au sein de Coordination SUD. L'appel des solidarités est un mouvement qui j'espère ne s'arrêtera pas. Messieurs, nous pensons que la solidarité internationale est un investissement pour la paix ! Et comme pour le coup, il est beaucoup question de paix et de sécurité, nous souhaitons que le développement soit au cœur de ces enjeux. Merci.

Question d'introduction

Audrey Pulvar : Vous rappelez quelques chiffres Philippe Jahshan, je me permettrai juste d'ajouter quelque chose. Ceux combattent au quotidien pour le développement sont au courant mais, pour ceux qui ne le seraient pas, 750 millions de personnes n'ont pas encore aujourd'hui accès à l'eau. En Afrique subsaharienne, ce sont 70% des habitants qui n'ont pas accès à l'électricité. Sur toute la planète, plus d'un 1,3 milliard d'individus n'ont pas accès à l'électricité, et si l'extrême pauvreté a beaucoup reculé depuis la fin des années 1990, elle concerne encore 1 habitant sur 8 sur Terre.

Je vais commencer, Messieurs, par une question rapide à chacun d'entre vous. Je vais vous demander une réponse assez courte, deux minutes chacun, et après on aura le temps de débattre de façon un peu plus approfondie.

On va peut-être commencer avec vous Christian Cambon, avec le renouvellement de l'aide au développement, comment réinventer l'aide publique au développement aujourd'hui ?

Christian Cambon : Vous commencez fort ! Merci aux organisateurs de cette rencontre, il y a ici beaucoup d'acteurs... je pense que c'est une belle initiative car c'est vrai que dans cette campagne on parle rarement d'un sujet aussi essentiel.

Alors comment réinventer le développement, j'allais presque dire comment déjà le faire vivre ; aller plus loin pour tenir ses engagements. C'est un débat qui peut s'avérer assez consensuel et qui explique peut-être le silence de la campagne sur ces sujets, ou au sein de nos assemblées et dans l'opinion publique. Il y a maintenant une avancée de l'opinion sur la nécessité de faire quelque chose sur le développement et quelque chose d'efficace parce que le contexte international, les crises... on ne va pas revenir là dessus, le Président l'a fort bien décrit. Je crois que, à part peut-être une partie d'une opinion, du reste non représentée dans cette tribune, tout le monde est d'accord pour aller plus loin.

On va sûrement parler des 0.7 % et surtout comment y arriver, donc je crois que c'est plutôt dans le contenu des moyens déployés, des conditionnalités aussi qu'il faut avoir le courage d'évoquer, que l'on pourra évoquer ce sujet. Laissons peut-être la place au débat pour aller plus au fond des choses, parce qu'il n'y a pas de réponse de 2 minutes sur un sujet aussi lourd.

Audrey Pulvar : Vous parliez du 0.7%, on va en reparler effectivement dans ce débat. Vous parliez de ceux qui sont absents à cette tribune - suivez mon regard vers l'extrême droite - mais les associations de lutte pour le développement s'étonnent de voir dans le programme du candidat que vous défendez une mesure qui ressemble beaucoup à celle de Marine Le Pen sur la conditionnalité de l'aide ; et le fait que l'aide au développement soit désormais, en tout cas pour votre candidat, systématiquement conditionnée à un retour dans leurs pays d'origine des migrants des pays que l'on aide.

Christian Cambon : Je réfute totalement la proximité avec les idées de MLP sur le sujet. La conditionnalité de l'aide, c'est effectivement la prise de conscience que la France doit reprendre un peu la mesure de sa souveraineté nationale. Ça sous-entend un effort de coopération avec les pays qui reçoivent cette aide, de telle sorte que nous puissions aussi apporter une réponse au problème, très difficile, lié à la présence d'immigrés clandestins dont la France ne peut plus accepter la présence sans conditionnalité. Donc on est tout à fait prêts à en examiner les conditions, mais il y a un véritable partenariat.

Il n'y a pas qu'une seule condition du reste de l'aide au développement, il y a aussi un souci de recherche d'une plus grande efficacité de cette aide et j'espère qu'on en parlera. J'appartiens à une sensibilité, je soutiens un candidat qui défend le fait que la problématique des immigrés clandestins présents sur notre territoire ne peut être laissée de côté car elle sous-entend la montée des extrêmes si nous continuons à l'ignorer. Et donc il y a là, plus qu'une conditionnalité, un appel au dialogue. Car c'est une affaire qui n'est pas si simple que ça à évoquer. Ça a été tenté dans le passé, et ce n'est pas en un coup de baguette magique qui fait qu'on vous donne 100 euros d'aide et vous reprenez 100 clandestins, ce n'est pas exactement comme ça que les choses se passent. C'est une volonté simplement de dialoguer avec les pays en question qui, bien souvent contre leur volonté, sont des pourvoyeurs de cette immigration clandestine et qui malheureusement posent maintenant et singulièrement depuis quelques mois, de graves problèmes à l'Europe et dont il faut avoir le courage de regarder la réalité en face.

Audrey Pulvar : Alors, je vois que Pascal Cherki ne tient déjà plus en place en vous entendant mais avant de vous donner la parole Pascal Cherki, justement, en raison de vos réactions, question à Jean-Michel Severino. Y a-t-il une façon ni de droite ni de gauche de faire de l'APD puisque évidemment sur ces questions-là les biais politiques sont très importants voire décisifs ?

Jean-Michel Severino : Je crois qu'il n'y a qu'une seule façon de faire du développement, c'est d'essayer de lier l'éthique, le devoir moral et les intérêts partagés. La solidarité c'est une exigence fondamentale. On a déjà rappelé ici l'océan, les abîmes de pauvreté et de misère dans laquelle nous vivons, et nous avons évoqué les risques communs auxquels nous sommes exposés, pauvres comme riches sur cette planète. Face aux conséquences

humaines de l'état du monde et de son développement, la réponse éthique est dans la solidarité.

Mais nous savons aussi qu'il ne s'agit pas de parler que de solidarité, que d'humanitaire : nous avons aussi des intérêts partagés avec les PED autour du réchauffement, des problèmes de santé, des questions de sécurité, de stabilité financière, des mouvements de population à l'intérieur des PED comme entre les PED et nous. Donc il faut que nous battions aussi ce langage des intérêts avec nos partenaires pour trouver des formules qui nous permettent tous, dans des accords gagnants-gagnants, de résoudre nos problèmes en commun.

Audrey Pulvar : Vous m'ôtez les mots de la bouche : peut-on parler d'accord gagnant-gagnant lorsqu'il s'agit d'aide au développement ? De venir en aide à des gens dont on a rappelé les conditions d'insécurité alimentaire, climatique, de précarité etc...

Jean-Michel Severino : Je vais rebondir tout de suite : j'entendais mon voisin, non seulement ne pas tenir en place mais aussi murmurer « il y en a deux qui lient les questions migratoires et les questions de développement ». Et effectivement il y a eu des mentions de ce sujet sur le site d'Emmanuel Macron, mentions que nous avons modifiées parce que maladroitement et ne correspondant ni à la pensée d'Emmanuel Macron ; ni à celle de ceux qui sont autour de lui. C'est l'occasion de dire un petit mot autour du rôle du développement, de l'APD.

Par rapport aux questions posées avant, il y a des réponses d'autorité. Face au problème des endémies, on peut bloquer les mouvements de population et mettre les deux tiers de l'humanité en quarantaine. Par rapport au problème migratoire, on peut faire circuler des frégates en Méditerranée et mettre des militaires un peu partout. Par rapport aux questions du développement et des changements climatiques on peut aussi avoir des réponses répressives. L'intérêt de l'APD c'est que c'est un instrument qui permet d'apporter des réponses structurelles aux causes mêmes de ces problèmes. Pas forcément de les résoudre à elle toute seule, mais en tout cas de faire un bon bout de chemin pour alléger bien d'autres réponses. Prenons le cas concret du Sahel : il est dans beaucoup de préoccupations de gens dans cette salle, car le Sahel concentre un peu tous les sujets, tous les problèmes, climatiques, migratoires, humanitaires, etc...

Dans cette région, l'APD est un outil formidable pour essayer de traiter d'un seul coup, l'ensemble de ces défis auxquels nous sommes confrontés. Y compris les problèmes de sécurité, car nous savons qu'une partie de l'enracinement des mouvements islamistes est aussi liée à l'incapacité des pays eux-mêmes, et la nôtre plus globalement, à résoudre les relations entre populations sédentaires et populations nomades dans cette région.

Nous avons besoin de cet instrument structurel et c'est en cela que c'est un instrument gagnant-gagnant : oui, il permet de venir au secours de populations extrêmement déshéritées. Mais il permet aussi de résoudre des problèmes qui sont les nôtres et d'éviter dans notre propre politique intérieure, si on savait bien l'utiliser, un certain nombre de dérives et de crispations dans nos propres opinions.

Audrey Pulvar : Alors je vous retiens : sur le côté concret du programme d'Emmanuel Macron, quand il dit « *en complément de nos engagements existants en matière d'APD, nous devons mettre en œuvre une politique humaniste mais exigeante qui conjugue des projets*

de développement local dans les régions d'émigration, des partenariats avec les pays de départ et de transit et des instruments de lutte contre les filières migratoires» au-delà des mots, ce n'est pas très concret.

Jean-Michel Severino : Oui mais ce que cela recouvre c'est : effectivement, il va falloir faire du développement, mais il va aussi falloir continuer à manier des outils répressifs pour lutter contre les filières de passeurs clandestins. On ne va pas les faire changer de perspective en proposant quelques projets de développement. Les interventions de type militaire, les accords de sécurité avec les pays de la région, ils existent déjà et il va falloir les maintenir, les développer, les faire progresser.

Audrey Pulvar : Plus de 5 000 morts en Méditerranée l'année dernière.

Jean-Michel Severino : Voilà, c'est une perspective terrifiante et inacceptable. Et si on ne sait pas prendre à la racine même les filières de passage et les filières crapuleuses qui se sont installées y compris même au cœur des pays ; si on ne sait pas reconnaître, disons-le entre nous, le rôle d'un certain nombre d'autorités publiques et le rôle de la corruption au sein même du gouvernement - vous me pardonnerez d'en mentionner aucun ici - nous resterons naïfs, et nous passerons à côté du sujet.

Audrey Pulvar : il fallait faire l'accord avec la Turquie ?

Jean-Michel Severino : Oui, on ne peut pas se passer un accord avec la Turquie sur ces questions-là.

Audrey Pulvar : Mais celui qu'on a fait, un être humain contre un être humain, et le retour de migrants vers la Turquie dans des conditions qui ne sont pas forcément optimales ?

Jean-Michel Severino il faudra faire progresser cet accord mais il ne faudra pas gérer les problèmes, on sort du problème de développement...

D'une certaine manière, l'UE n'a pas eu d'autres moyens que de mettre certains milliards sur la table pour s'acheter la bonne volonté de la Turquie, et encore heureux qu'on n'a pas eu à payer d'autres prix. Alors maintenant, ça ne veut pas dire que la façon dont la Turquie gère ce sujet soit satisfaisante, loin de là. Mais ce que je veux dire c'est illusoire de régler ce problème sans un partenariat avec la Turquie.

Audrey Pulvar : Pascal Cherki, que je sache votre candidat est le seul qui se soit engagé sur l'objectif de 0.7% du PIB consacré à l'APD , aujourd'hui on en est à 0.37% mais le différentiel c'est l'aide qui est justement accordée à la prise en charge de la crise migratoire mais quand on s'intéresse spécifiquement à l'APD on est plutôt à 0.37% qu'au-delà. Donc on est très loin, comment on y arrive ? Les politiques lient constamment la politique migratoire et l'APD. Parmi les propositions de Benoît Hamon, il y a le visa humanitaire.

Pascal Cherki : d'abord merci je suis content d'être là... quand j'étais parlementaire avec Benoît Hamon et d'autres, un des combats qui nous a le plus marqué c'est le combat en faveur de l'APD et les moyens de l'APD. On a pris la matière avec les ONG qui nous ont

appris à froncer, mais appris à froncer contre quoi ? Contre la fatalité du renoncement au financement des objectifs contractés par la France il y a des décennies auprès de la communauté internationale parce que, ce qu'on doit attendre des politiques ce n'est pas de faire des phrases, comme les marins des tontons flingueurs, c'est d'amener des réponses et des solutions. Parce que moi je peux faire plein de débats sur la philosophie de l'aide au développement, sur ce à quoi ça sert, comment ça peut sauver des vies etc, mais à un moment donné il faut passer à la caisse monsieur Severino. Voilà, faut passer à la caisse.

La France est membre du conseil de sécurité des Nations Unies, c'est le point de départ de ma réflexion. Donc nous sommes un des 5 pays au monde qui avons la possibilité en dernier ressort de fixer la légalité internationale dans le droit de véto. C'est un pouvoir exorbitant. Ça doit donner en contrepartie une responsabilité morale, politique et budgétaire exorbitante. Il n'y a pas de pouvoir sans responsabilité quand on parle de ces questions-là. Il y a des décennies nous avons pris, comme d'autres, devant la communauté internationale un engagement de consacrer 0.7% de notre RNB à l'APD. Des pays l'ont fait : la Grande-Bretagne, sous les conservateurs l'ont fait, ils l'ont même mis dans la loi.

Et nous Français, depuis des années on fait des phrases, des phrases, quand ce n'est pas des frasques, et à l'arrivée, parce que les parlementaires et les ONG se sont mobilisés, nous sommes parvenus à sauver ce quinquennat de la faillite morale qui aurait consisté en 2017 à ce que nous ayons une dotation budgétaire inférieure à celle de 2011. Nous nous sentons avec Benoît Hamon complètement dégagés du bilan de tous nos prédécesseurs de droite comme de gauche.

Il appartient donc à la nouvelle génération de responsables de faire tenir à la France ses engagements. Nous consacrerons 0.7 % du RNB d'ici 2022 à l'APD et non d'ici 2030 comme j'ai pu l'entendre.

2e élément : pour cela nous mobiliserons tous les instruments : en passant notamment par la TTF. Comme parlementaire, avec les ONGs que je salue, nous avons mené bataille jusqu'à Bercy. Nous avons adopté le principe que d'ici à 2018, si l'Europe n'avait pas franchi cette question-là, nous mettrons en œuvre l'élargissement à l'intraday. Ça peut représenter entre 2 et 4 milliards d'euros. Mais pour cela Monsieur Severino, il faudrait que tous ceux qui s'engagent à la présidentielle défendent la TTF et ne considèrent pas que c'est un totem ou un tabou. Cette expression politique je l'ai entendue beaucoup de la part des banques (Société générale, BNP Paribas) auxquelles nous avons timidement essayé d'imposer la transparence et le reporting par pays au moment de la loi bancaire. Donc il y a un combat à mener aussi auprès du monde financier qui ne veut pas de cette TTF, et y compris de nos propres banques. Car je me rappelle qu'à l'Assemblée Nationale j'ai vu des parlementaires, y compris de gauche, être de farouches partisans du refus de la TTF.

Je le dis parce que c'est une question importante. La France ne consacre qu'un tiers de son aide publique au développement aux pays de l'Afrique francophone, Maghreb inclus, pourquoi ? Monsieur Severino vous le savez, vous avez été un acteur : nous avons trop privilégié les prêts par rapport aux dons. Il faut bien sûr des prêts dans l'APD, il faut des garanties, c'est important et on en reparlera. Mais il y a des actions qui nécessitent des dons, dans le domaine de la santé, du genre, de l'économie, la culture, l'éducation, etc. l'éducation primaire et secondaire ne représente que 2% de l'APD. Pour ça il faut des dons, des dons, des dons et nous, nous prenons un engagement : porter d'ici à 2020 à 1 milliard la part des dons. Il faut relever la part des dons. Les ONG ont eu raison d'attirer sans cesse d'attirer notre attention

là-dessus. Je vais être très précis dans mes engagements : le rôle des politiques c'est d'être très précis.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à un risque majeur : l'affaiblissement durable du financement multilatéral des grandes institutions internationales par le comportement de l'administration, ou en tout cas le programme de Monsieur Trump.

Nous aurons donc un bras de fer politique à mener, et nous aurons un rôle d'entraînement de l'Union Européenne pour le mener et faire en sorte que le financement des programmes multilatéraux internationaux de l'ONU et de toutes les autres agences qui en dépendent puissent être assurés, et que les Etats-Unis tiennent leurs engagements car ils en sont un des premiers contributeurs. Comment voulez-vous qu'on puisse le faire si nous-même nous ne tenons pas nos engagements internationaux.

Audrey Pulvar : On va poursuivre juste après l'intervention de D. Kuzmanovic pour parler justement de ces vecteurs de l'aide : prêts, dons, aménagement de la dette, annulation de la dette etc.... Monsieur Kuzmanovic, je vous ai vu prendre beaucoup de notes, cette question de l'aide au développement, la question de la générosité des pays les plus riches et d'un rééquilibrage dans le monde, elle est assez absente dans le débat mais très présente dans le programme que vous défendez.

Djordje Kuzmanovic : Oui bonjour d'abord merci de m'avoir invité ici. Certains sont nourris des ONG dans leur engagement politique, moi-même et Charlotte Girard qui est responsable du programme de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon avons commencé notre vie d'adulte dans le monde de l'humanitaire. Nous sommes venus à la politique par l'action humanitaire en ayant commencé lors d'une des plus grandes catastrophes humanitaires du 20^e siècle, au Rwanda.

Tout à l'heure, vous avez dit que Hamon était le seul à souhaiter atteindre 0.7% d'ici la fin du quinquennat. En fait nous dans notre programme nous sommes à 99% d'accord avec l'ensemble des recommandations des ONG, nous les avons pour la plupart rencontrées, donc nous ça nous pose absolument pas de souci de soutenir cela. On entend un certain consensus sur ce débat ; mais qui va aller à la présidentielle en disant qu'il ne veut pas donner de l'APD et contribuer à la solidarité internationale ? Tout le monde l'a fait : François Hollande l'a fait, et à cette tribune, il y a les représentants de personnalités politiques qui sont candidats et qui ont tous été au pouvoir. Qu'il agissent quand ils avaient le temps. Les élections c'est le moment où il y a un consensus, un lien éthique, un devoir moral. Ca se transforme surtout en blabla en charabia, car il y a un autre problème qui n'est pas seulement celui d'accéder aux revendications légitimes des ONG, c'est aussi redéfinir l'organisation économique et commerciale mondiale.

Car c'est bien beau de venir en aide aux PED, si c'est après les avoir pillés ! Comme en appliquant un accord de partenariat économique, ou tous traités de libre échange qui font une sorte de farce de toutes ces choses. Donc ce qu'il faut c'est non seulement aller pour la TTF, mais il faut lutter pour la fiscalité en France aussi bien que pousser les pays à améliorer leur fiscalité, donc lutter contre les paradis fiscaux. Il faut dénoncer les traités et arriver au sujet qui fâche, celui de la dette. Donc je rejoins Cherki qui tout à l'heure faisait remarquer qu'il faut arrêter de faire des prêts et plutôt passer à des dons et de l'aide technique dans le cadre de l'aide au développement, mais il faut travailler sur la dette. Nous, nous faisons partie de ceux qui souhaitent récuser tout ou une partie de la dette en France, de mener un audit de la dette,

comme ça a été fait plusieurs fois dans l'histoire. Mais nous voulons l'appliquer en partenariat, par respect avec tous les autres PED et récuser tout ou une partie de la dette qui est le plus grand frein au développement. Et je souhaiterais citer celui dont nous sommes inspirés pour penser notre programme d'aide au développement : Thomas Sankara qui, malheureusement, a été assassiné et qui lui disait qu'il souhaitait de l'aide qui les aide à se passer de l'aide. C'est ça l'objectif final.

Audrey Pulvar: Alors justement : quels moyens pour l'APD et quels vecteur ? Les dons, les prêts d'argent à taux préférentiels, l'annulation de la dette, Avec quelle efficacité dans quelles conditions ? On en parle, ça va être la possibilité pour vous de débattre. Sur l'annulation de la dette, on estime que pour les PMA, une annulation totale équivaldrait à un peu plus de 100 milliards de dollars. Avec, pour les pays qui ont déjà bénéficié de telles annulations, un aménagement très préférentiel et, pour des pays qui répondent aux critères fixés par la communauté internationale pour bénéficier de cette annulation, de réelles avancées pour ces populations notamment sur la question de l'éducation et sur les questions d'assainissement, d'accès à l'eau ou encore à l'électricité.

Je reviens à vous M. Severino. Puisque vous avez dirigé l'Agence Française de Développement, qu'est-ce qu'il faut améliorer, changer aujourd'hui et qu'est-ce que vous conseillez à votre candidat de défendre comme politique en matière d'aide au développement sur la question notamment des dons, ou des prêts d'argent aux pays les plus nécessiteux ?

Jean-Michel Severino : J'ai bien sûr envie de répondre à votre question, mais avant je voudrais juste déplorer le fait qu'on s'engage dans un débat qui retombe tout de suite dans les ornières politicardes, et qu'on ait tout de suite à entrer dans la polémique. Car cher Monsieur, si je m'engage sur ce terrain-là, je vous demanderais ce qu'a dit monsieur Hamon pendant les 3 premières années du mandat de Hollande pendant lequel l'APD n'a cessé de baisser. L'a-t-on entendu s'indigner contre un phénomène qui n'a cessé que parce que la COP21 est intervenue et que le Président de la République, à bon escient, a souhaité complètement renouveler et accroître les moyens de l'aide. Et il a eu raison de le faire.

Malheureusement cette modification était trop fondée sur la seule optique de la lutte contre le réchauffement climatique et bien d'autres secteurs auraient pu être engagés. Je préférerais qu'on ne s'engage pas là-dessus. Car dans ce désastre qu'a été l'allocation quantitative d'aide dans les 15 dernières années, qui l'ont vu baisser à un point qui moi m'a crucifié en tant que dirigeant d'un établissement public chargé de la mettre en œuvre. Malheureusement gauche comme droite ont eu leur paquet de responsabilités en commençant par celui de Jospin, puis celui de Chirac et celui de Sarkozy.

Donc aujourd'hui, ce qui doit nous rassembler, plutôt que de se chamailler sur des approches polémiques inutiles, c'est se mobiliser sur ce que nous devons faire en commun, ce qui nous rassemble ici, qui est de vouloir faire reprendre à cette politique une place essentielle qui est rendue légitime et aussi dans laquelle nos voisins nous montrent le chemin.

Car on peut pas dire que les 0.7% du PIB sont impossibles : nos voisins anglais y sont parvenus, nos voisins allemands vont déclarer fin 2016 dans leur prochaine déclaration au CAD le fait qu'ils aient atteint ces 0.7% . En France, nous continuons à financer cette aide publique et la moitié de cette aide n'est pas décaissée sur le terrain. Ce que souhaite Macron c'est effectivement s'engager rapidement dans cette trajectoire, construire les décisions qui

ont été prises ces dernières années par le gouvernement de François Hollande pour garder le cap de cette croissance de l'aide.

Nous souhaiterions pouvoir en débattre avec l'ensemble de la société civile à l'occasion d'une rénovation de la loi sur l'APD, non pas qu'elle soit caduque mais il sera normal après quelques années de reprendre cette loi de programmation et de refaire un nouveau grand point de concertation qui nous permettra de tracer un chemin raisonnable de l'aide à la fois en termes d'ambition et de réalisme macro-économique, car les années que l'on va vivre en France risquent d'être compliquées et il faut être prudent sur ce que nous pouvons faire.

Audrey Pulvar : Mais sur la question assez sensible du vecteur utilisé, plutôt du don, plutôt du prêt ?

Jean-Michel Severino : Bien sûr, je crois que c'est un consensus, tout le monde sait que la répartition entre prêts et dons est aujourd'hui insatisfaisante et il n'est pas possible de financer l'essentiel des efforts à la fois de solidarité, mais aussi de politique publique notamment dans le Sahel, pour les secteurs sociaux à partir d'un budget de prêt. Nous n'avons pas, et c'est d'ailleurs pour ça que l'annulation de dette n'est pas à l'ordre du jour, nous n'avons pas ré-endetté les pays sahéliens depuis les annulations de dette, ou extrêmement marginalement. Aujourd'hui, nous avons besoin d'accroître massivement des apports de financement en subvention sur ces thématiques. Cela ne va pas épuiser le problème de la dette. On ne va pas non plus financer l'électrification de l'Afrique : on ne va pas aller financer des réseaux de transports et d'énergie à coup de subventions. Donc on va avoir besoin de toute la palette, on va avoir besoin du secteur privé, de faire émerger les entrepreneurs africains, qui est la racine de la création de PIB et oui, la pondération est très importante.

Le fait d'atteindre 0.15% du RNB consacré aux PMA, qui est l'autre engagement auquel nous souscrivons, dans un contexte où l'APD elle-même augmente vers les 0.7%, va nous conduire automatiquement à des accroissements massifs du financement en subventions puisque l'essentiel de cet objectif devra être appliqué aux pays sahéliens, aux pays francophones les plus pauvres. Donc nous allons progressivement atteindre les 4 milliards, 4.5 milliards par l'application de ces engagements.

Audrey Pulvar : Monsieur Cambon : sur cette question des moyens dévolus à l'aide et à la fois leur destination et la façon dont ces moyens sont ventilés.

Christian Cambon : je vais faire du macronisme : je suis d'accord avec vous. Plus sérieusement (...) je pense qu'il n'y a pas de solution miracle entre les prêts et les dons et nous avons à disposition un certain nombre de moyens qu'il faut utiliser. On ne peut pas faire de prêts à des pays qui ne pourront pas rembourser ou alors si on leur fait des prêts pour des dettes qu'ils ne remboursent pas, c'est l'équivalent de dons. Donc personnellement je pense qu'il faut être à la fois plus ambitieux en termes de dons. Nous sommes à 230 millions de prêts sur Pays les plus pauvres de l'Afrique : j'observe que c'est un petit peu moins que le budget d'investissement de la modeste ville de Saint Maurice, 15 000 habitants, que j'administre dans le Val de Marne. Vous voyez ce que ça fait par pays, c'est un timbre-poste. C'est un geste de politesse mais ce n'est pas ça qui va répondre aux solutions.

Du reste, je salue la promesse de l'actuel Président de la République qui ne sera pas forcément là pour la mettre en œuvre, qui s'était engagé sur une progression jusqu'à 400 millions d'ici 2022. C'est un élément car je crois effectivement qu'il faut augmenter la capacité des dons. Mais je pense qu'il faut aller au-delà (...) Je pense qu'il faut aussi regarder l'efficacité et pas avoir l'ambition d'arroser tout le monde. Nous sommes devenus, malheureusement sur le plan financier de l'aide au développement, même si en valeur absolue on reste 9^e contributeur mondial, nous sommes devenus parmi les pays moyens en matière de contribution et de dons. Peut-être aurait-on l'intérêt dans le cadre d'une politique européenne mieux comprise, de s'organiser pour cibler, à la fois sur les pays et à la fois sur les secteurs, je pense que le débat permettra de revenir sur le sujet pour être plus efficace car, encore une fois, 10 ou 15 millions pour aider un pays au nom de la France et de ses principes, c'est un petit peu ridicule. Je crois qu'on serait plus sérieux si on concentrait notre aide pour la rendre plus efficace en choisissant soit par pays, soit par secteur, des objectifs et en le partageant entre pays comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, les pays scandinaves. C'est une première chose en ce qui concerne les dons.

En ce qui concerne les prêts, nous pendant longtemps, et monsieur Severino, (à qui je voudrais rendre hommage pour sa parfaite connaissance et son action à la tête de l'AFD, dont j'ai eu la chance d'être administrateur à l'époque) connaît bien cette controverse que le Parlement régulièrement agite : plutôt prêts/plutôt dons. Alors effectivement, la difficulté des prêts, c'est qu'on peut avoir l'impression de ne plus être acteur du développement : celui qui prête c'est un banquier et il prête avec des intérêts ou sans intérêts. Il y a des pays qui eux peuvent rembourser, et c'est du reste une forme de respect et de témoignage de dignité de vous dire je vous prête de l'argent, ça veut dire que vous allez le rembourser.

Quelque part à l'échelle du développement, c'est une manière de démontrer que quelques pays sont en situation de passer au statut d'emprunteur. Je pense, après avoir longtemps douté, que le dispositif, notamment mis en place par l'AFD, grand bailleur de prêts, y compris sur des pays émergents : que c'est un très bon système. Qui s'équilibre, qui peut générer d'autres ressources et qui peut, effectivement à condition de ne pas en abuser car on n'est pas devenus la banque mondiale, être complémentaire.

Moi je pense que le problème se pose au niveau du bilatéral et du multilatéral parce que là il y a des problèmes de lisibilité d'efficacité ; de calendrier. Une aide du FED, elle rejoint le principal utilisateur parfois 3 ans, 4 ans, 5 ans plus tard, et ça c'est une problématique effectivement. ça décale le calendrier. On peut toujours proclamer des chiffres, des engagements, des 0.7%, mais encore faudrait-il qu'on se mette d'accord sur ce que l'on met dans les 0.7%. Moi, en tant que rapporteur du budget de la coopération pendant plusieurs années, je voyais que dans les 0.7%, on mettait les frais d'écolage et l'aide aux DOM-TOM. Donc après je veux bien, on peut effectivement atteindre des chiffres. Bercy sait y faire quand ils veulent montrer une statistique : ils peuvent vous montrer comment l'atteindre. Donc je pense aussi qu'il faut un effort de clarification de la statistique et des efforts que nous devons faire. Je pense qu'il y a plusieurs instruments à notre disposition, plusieurs partenaires. J'espère que cet après-midi on pourra parler du rôle des ONGs, des collectivités territoriales et même des entreprises car je crois que de nouveaux acteurs peuvent être mis en résonance.

L'ensemble du dispositif doit partager une ambition un tout petit plus lourde que celle qu'on a eu jusqu'à présent et comme l'a dit M. Severino, nous sommes tous responsables de la situation. Je rappelle un dernier chiffre pour faire réfléchir : les OPEX, les opérations de

maintien de l'ordre, les opérations militaires, coûtent actuellement à la France 1 milliard d'euros. On met ça en face des chiffres que nous évoquons et ça donne effectivement la portée de ce que coûte l'absence de l'APD. En ce moment, nous sommes obligés d'intervenir et la France porte quasiment seule le poids au sein de l'Europe. Quand on dépense cet argent pour des opérations militaires, on pourrait peut-être plus aider l'agriculture, l'école, l'éducation, la santé : c'est le débat de cet après-midi.

Audrey Pulvar : Transparence de l'acheminement et de la destination des fonds, monsieur Cambon donne une transition toute trouvée avec monsieur Cherki puisqu'il parle des OPEX, des moyens militaires. Votre candidat parle d'augmenter la part du PIB consacrée au ministère de la défense, 2% si je ne m'abuse. On est vraiment très au-delà de l'objectif fixé pour l'APD.

Pascal Cherki : Je vais vous dire comment mais juste, monsieur Severino, ce n'est pas de la politique politicienne. Quand j'ai été élu député en 2012 je me suis trouvé à la commission des finances, je n'étais pas un spécialiste de l'APD. Donc je le suis devenu un petit peu, parce que les ONG sont venues me voir. Et si elles n'étaient pas venues me voir, pour me présenter leur combat, si ça se trouve je ne m'y serais pas spontanément intéressé. Mais je vais vous dire une chose, en 2011 l'APD c'était 3,527 milliards d'euros : 3,334 millions d'euros sur la mission APD, 193 millions d'euros sur la taxe des billets d'avion. En 2017, parce qu'on s'est battu comme des chiens, c'est 3,613 milliards d'euros : 2,65 milliards sur la mission APD qui a été diminuée de 22% parce qu'on a développé les financements innovants (taxe sur les billets d'avion et taxes affectées de la TTF) et ça veut dire qu'en 5 ans monsieur Severino, on s'est battu comme des fous avec les parlementaires et les ONG pour augmenter la dépense de l'APD de moins de 100 millions d'euros.

Bon moi je me sens pas comptable de ce bilan, ni de ceux des gouvernements précédents. Il y a des choses que j'assume dans le bilan, mais pas ça. Si on n'avait pas été un certain nombre de députés à s'être battus, et je salue mon collègue de droite qui était là, on aurait reculé monsieur Severino. J'assume et quand il y a quelque chose qui n'a pas marché, il faut le reconnaître : 0.7% c'est en 2022, pas en 2030 monsieur Severino ! Sinon on ne le fera pas, et je vais revenir sur la question des 2% du budget de la défense. Sur la question des outils : il faut des prêts, il y a des pays où il faut des prêts on en reparlera tout à l'heure. Par exemple, il y a des grandes opérations pour l'électrification au Kenya : si on veut qu'il y ait des opérateurs privés qui restent, mais dans le cadre d'une politique fixée par l'Etat, ils ont besoin de fixer leurs investissements, qu'il y ait des garanties. Donc il faut qu'il y ait des prêts, et il faut aussi qu'on soit capable de donner des garanties.

Ce qui manque, ça n'est pas été les prêts mais les dons M. Severino. Les pouvoirs publics et l'AFD ont délaissé les dons au profit des prêts depuis des années. Ce sont des cadres de l'AFD actuellement qui nous l'ont dit et qui se sont battus, avec les ONG, pour leur demander non seulement pour qu'on augmente l'APD, mais aussi qu'on l'affecte pour qu'on puisse faire des dons. Sinon on ne peut pas agir en financement bilatéral sur la sécurité, la culture, sur l'éducation : sur ces questions-là, on ne peut pas agir que par des prêts. Donc bien-sûr qu'il faut des prêts, mais il faut aussi des dons. Nous on prend un engagement : 1 milliard d'ici 2020 pour des dons, des engagements chiffrés. D'ici 2020, par an pour les dons.

Je viens à la question des 2% : je parlais du respect des normes internationales, les 0.7 c'est une norme internationale. Les 2% c'est un besoin, comme les 0.7%. Aujourd'hui le constat que nous faisons c'est que nos armées sont au taquet. Mais comme nous on veut faire les deux, très concrètement, à partir du moment où nous assumons 50% des interventions de l'Europe pour des missions de sécurité - que ce soit en Afrique sahélienne, dans le golfe de Guinée, ou dans le détroit d'Ormuz - pour sécuriser les routes commerciales qui profitent à l'ensemble de l'économie européenne, il est donc normal tant que nos autres partenaires ne sont pas à 2%, que nous retirerons une partie de ces dépenses de sécurité dans le calcul des déficits. Nous n'agissons pas seulement pour les intérêts de la France, et c'est ce que nous sommes allés à dire à monsieur Juncker avec Benoît Hamon. Comme il serait normal M. Severino que les Allemands, qui ont fait un effort de solidarité et d'accueil des migrants qui aurait dû être celui de tous les pays européens - et moi je ne suis pas satisfait de ce qu'on fait sur l'accueil des migrants. Franchement 30 000 comme on disait chez moi en Afrique du Nord, c'est la *hchouma* (= la honte)- . Je trouverais ça normal que les Allemands, qui ont fait un effort très substantiel sur l'accueil des migrants, puissent sortir une partie des sommes qu'ils ont mis pour l'aide aux migrants de leur déficit.

Je préfère qu'on fasse ça plutôt que cette hypocrisie de dire qu'on rentre dans le montant de l'APD, comme dans certains pays européens le font, les dépenses d'accueil des migrants. Comme je ne suis pas d'accord pour qu'on rentre dans le calcul de l'APD des dépenses qu'on fait pour l'accueil des étudiants étrangers en France. C'est 0.7% consacré au développement là-bas. Moi je prends des engagements chiffrés et précis. Il faut arrêter de se payer de mots. Les ONG sont capables de nous faire des discours techniques. Le rôle des politiques à un moment donné, comme dans la campagne présidentielle, c'est de prendre des engagements qu'on puisse traduire budgétairement. Je suis un membre de la commission des finances, je vote des budgets, je ne vote pas simplement des discours M. Severino.

Audrey Pulvar : Djordje Kuzmanovic, votre candidat JLM est déjà de ceux qui réclament un réaménagement de la dette, une mutualisation des dettes au niveau des pays européens. Donc j'imagine pour ce qui fait partie du développement, il fait partie de ceux qui réclament une annulation de la dette pour les pays les plus pauvres.

Djordje Kuzmanovic : Oui, c'est ce que je disais tout à l'heure. Nous réclamons un audit de la dette, encore une fois aussi bien en France qu'à l'international, et d'autant plus pour les PED. Je reviens sur ce que disait Cherki : le problème c'est qu'on fait beaucoup de promesses. François Hollande en a fait aussi, les promesses, d'une certaine manière, c'est facile. Je reviens sur ce que j'ai dit au début : vous dites qu'il faut donner des chiffres très précis, mais nous nous sommes pour aller à 0.7% du RNB d'ici 2022, et plus tôt si c'est possible pour tenir la promesse qui a été faite par d'autres de transférer 200 millions d'euros, à partir de 2017, de l'APD par le biais des ONG et par an. Viser le 1 milliard annuel d'ici 2022. Mais le problème encore une fois c'est, pour tous les financements, et pas seulement celui de l'APD. Pourquoi ils sont si faibles ? Parce que nous sommes contraints par les politiques d'austérité, par les traités de libre échange, par les traités européens, d'obéir à des critères de convergence que même Benoît Hamon ne dénonce pas. C'est sympathique d'aller voir celui qui a organisé la fraude fiscale dans l'Union Européenne, M. Juncker, mais concrètement si d'aventure Benoît Hamon est élu, comment est-ce qu'il va financer par

exemple le 3% de la défense, qui est très étrange, et atteindre ces objectifs pour les APD et le reste de sa politique, s'il ne dénonce pas les traités ? Où va-t-il se financer ?

Nous nous prenons ces questions extrêmement au sérieux, et c'est pourquoi nous les adoptons du point de vue de la dette qui est notre point d'entrée dans notre programme ; et c'est pour ça qu'il y a pour l'Europe le plan A et le plan B (négociation des traités et, éventuellement si cela ne fonctionne pas, sortie des traités). C'est la seule solution avec le règlement de la dette pour pouvoir se financer.

Dans l'histoire de France, les grands chefs d'Etat, de Philippe Le Bel jusqu'à De Gaulle, en passant par Sully, Richelieu, Robespierre et Poincaré, ce sont des chefs d'Etat qui ont refusé la dette car ils ont eu besoin de financer leurs politiques publiques : que ce soit l'aide au développement, l'armée ou la santé. Et c'est le seul moyen : si on ne passe pas par là ce n'est pas sérieux.

Audrey Pulvar : Sur le financement vous avez au moins un point en commun avec Benoît Hamon, c'est la question de la lutte contre l'évasion fiscale.

Djordje Kuzmanovic : J'espère qu'on a un point commun la dessus, effectivement...

Audrey Pulvar : Tout le monde n'en fait pas un alpha et un oméga.

Djordje Kuzmanovic : Nous effectivement c'est le cas. M. Cambon citait tout à l'heure le coût des OPEX réels qui est de 1 milliard alors que ce ne sont que 450 millions qui sont provisionnés tous les ans. On a un dépassement de plus de 650 millions, c'est donc plus d'un milliard. Mais l'évasion fiscale, c'est 60 à 80 milliards par an.

Avec l'aide publique aux entreprises, dont une partie est parfaitement indue puisqu'elle sert à financer des multinationales qui ne payent pas l'impôt en France, on arrive à un chiffre de 120 milliards. L'intérêt de la dette, (je reviens sur cette question de la dette, car l'intérêt de la dette, rien qu'en France, c'est déjà le deuxième budget de l'Etat) c'est 54 milliards d'euros par an. Franchement, les 0.7% du RNB dédiés au développement, ce n'est pas grand-chose, *peanuts* comme diraient certains. Je crois qu'on peut l'atteindre vu ce qu'on donne aux oligarques.

Audrey Pulvar : Alors deuxième partie de ce débat, avec quels objectifs parler de tout cela ? Évidemment, les objectifs il y a plusieurs dates, elles sont toutes importantes, elles se suivent et avec à chaque fois de nouveaux objectifs fixés ; mais avec la sensation que plus on fixe des objectifs, moins on les atteint.

Alors certes, l'extrême pauvreté est en recul, certes l'électrification progresse, le niveau de vie a globalement augmenté, même si il reste quasiment 1 milliard d'individus qui vivent avec moins d'1,80 dollar par jour, mais bon au hasard, enfin presque : les objectifs du millénaire en 2000, Monterey en 2002, Bruxelles, Istanbul avec l'objectif de 0.15 à 0.20% du PIB pour les PMA, évidemment Addis Abeba avec de nouveaux objectifs fixés pour 2030. Quelle réelle efficacité, quelle réalité dans l'atteinte de ces objectifs, Pascal Cherki ?

Pascal Cherki : Oui je voulais juste rajouter un petit complément : bien évidemment d'ici 2022 nous aurons atteint les 0.7%, nous ferons comme en Grande Bretagne, une loi. Ca deviendra donc une obligation de le mettre dans chaque budget car il faut penser que d'autres nous

succéderont, et il faut l'inscrire dans la loi. Bien évidemment, à partir du moment où on augmente l'APD, on peut plus facilement atteindre tous les objectifs. Et je le disais tout à l'heure, il faut que nous concentrons une partie de notre aide plus importante dans les PMA et notamment dans les pays du Sahel.

Pourquoi je dis ça ? Parce que la France doit agir partout. J'ai vu grâce aux prêts qu'on avait développé, qu'on pouvait financer dans le cadre de l'APD le Brésil, qui était le 4^e bénéficiaire ou récipiendaire de l'APD en France puisqu'il est grand consommateur de prêts. C'était le cas de la République dominicaine, c'était le cas de la Colombie. Il faut bien évidemment avoir des liens avec les pays de l'Amérique du Sud, mais notre responsabilité principale d'abord, (et quand je dis responsabilité, il n'y a aucun principe de responsabilité, c'est un choix) c'est l'Afrique. Ça doit être l'Afrique et la bande sahéenne, parce que la politique étrangère de la France, ça ne doit pas simplement être des OPEX à 1 milliard pour essayer d'aller stabiliser la bande sahéenne pour éviter qu'à un moment donné il y ait une dérive terroriste. On sait qu'il n'y a pas de sécurité durable dans ces zones s'il n'y a pas de développement donc ça doit être une priorité.

Audrey Pulvar : Donc, vous faites un lien direct entre aide au développement et maintien de la sécurité ? En Europe ou dans ces pays-là ?

Pascal Cherki : C'est pareil partout. Si les gens n'ont pas de perspectives de développement, au bout d'un moment vous créez des tensions telles dans ces sociétés que ça peut dégénérer. Donc il n'y a pas de paix et de sécurité durable s'il n'y a pas de prospérité partagée. J'assume cela. On ne règle pas ces questions uniquement par l'envoi de forces. Ce n'est pas possible. Donc la question stratégique c'est la question d'un nouveau partenariat avec l'Afrique.

Et quand je parle de partenariat c'est d'égal à égal. Ce n'est pas une version nouvelle du néo colonialisme ou de la Françafrique revisitée qui doit être l'aide au développement. D'égal à égal, ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'il faut partir de l'analyse des réalités de ce qui se passe en Afrique. C'est un continent de mobilité, il faut l'assumer, c'est bien. Quand vous voyez les études notamment au niveau de la CEDEAO, vous voyez que 70 à 80% des migrations dans cette zone se font au sein de la zone de la CEDEAO. Donc la question que l'on doit avoir, c'est une approche globale par rapport à ces zones. Et de les aider car il faut aider les complémentarités dans cette zone. Le développement de la zone sahéenne ne peut pas être pensé indépendamment des voisins de cette zone.

Je vais prendre un exemple : au Maghreb, 100% des zones irrigables sont irriguées. Au Sahel, il n'y en a que 20%. Pourtant le Maghreb est aujourd'hui importateur net de denrées alimentaires. Est-ce qu'il n'y a pas une complémentarité à développer en permettant à la zone sahéenne de se développer et de pouvoir avoir une approche globale sur la question de l'autosuffisance alimentaire dans cette zone ?

C'est quand même mieux de faire ça que ce que fait l'UE, et là nous serons d'accord, avec des traités de libre-échange inégalitaires avec l'Afrique comme ils sont en train de les renégocier. On risque de raser complètement l'agriculture, dans une partie de l'Afrique, car quand les multinationales de l'agroalimentaire européennes vont débarquer en Afrique, ils ne pourront pas résister. Donc que va-t'il se passer derrière si nous ne sommes pas capables de créer les conditions de l'autosuffisance alimentaire pour les populations ? Vous

aurez des migrations, vous aurez des tensions. C'est donc une nécessité de le faire et de les aider.

C'est pour ça qu'il faut qu'on se reconcentre et cette stratégie doit bien sûr s'accompagner dans une stratégie européenne. On peut dire qu'on va dénoncer les traités et tout ça mais on vous a dit, cher ami, comment nous allons appréhender avec souplesse le critère des 3% : L'enjeu c'est d'entraîner l'Europe là-dedans. Parce qu'on fait ton plan B et après ton plan D comme le « départ », bon on fait comment ?

D'abord tu ne règles pas à toi tout seul la dette des pays pauvres, deuxième élément tu ne règles pas le problème de tes voisins, notamment de la dette de M. Tsipras, que moi comme toi j'ai soutenu mais avec qui je m'engueule plus que toi. Bon, tu ne règles pas le problème de l'investissement de l'Europe en direction de l'Afrique. Si t'es plus dedans tu fais comment ?

Il faut que l'ensemble de l'UE ait ce partenariat avec les pays africains. Il faut qu'elle mette de l'argent sur la table, en permettant la sécurisation des investissements, faits en Afrique par les africains, la circulation des biens et des personnes, et des investissements massifs dans les infrastructures régionales. C'est fondamental de le faire, et de le faire dans cette approche avec eux.

En accompagnant aussi, et je terminerai par-là, la construction de locomotives dans cette zone de la CEDEAO que sont le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Nigéria, la Tunisie pour qu'il y ait un ensemble cohérent qui se mette en place progressivement et qui puisse s'auto-développer. Et de le faire comment ? De le faire en développant l'expertise, la nôtre.

Il y a d'ailleurs beaucoup de coopération décentralisée. Il y a aussi l'expertise dans ces pays-là. Il faut permettre aux sociétés civiles de porter cette expertise, en tenant compte aussi des évolutions qu'il y a. C'est là où je reviens à la question éthique : il faut être attentif sur la question des Etats, attentif aux mobilisations de la nouvelle génération qui montent en Afrique, comme il y a eu au Burkina Faso, au Sénégal, en RDC. Il faut aussi qu'on accompagne les sociétés civiles dans ces transitions qu'il faut porter, au travers d'une approche globale. A l'arrivée ça demande des espèces sonnantes et trébuchantes.

On en revient toujours à ça, il faudra à un moment donné que nous les pays riches nous passions à la caisse.

Audrey Pulvar : Djordje Kuzmanovic, sur l'interpellation de Pascal Cherki ?

Djordje Kuzmanovic : Eh bien oui, il faut un partenariat d'égal à égal avec les pays, en particulier d'Afrique. Nous le pensons, nous l'avons clairement marqué dans le programme, il faut sortir de la Françafrique. Je suis étonné par l'interpellation sur les traités, en particulier Tsipras. Il y a 5 ans, pendant la campagne présidentielle, Tsipras appelait Jean-Luc Mélenchon tous les jours pour savoir comment accéder au pouvoir. Juste avant la victoire, François Hollande, contrairement à l'aide que supposait recevoir Tsipras, a appelé à voter contre Syriza. Et c'est seulement une fois qu'il a trahi ses engagements, le 11 juillet 2015, quand il s'est retrouvé à devoir accepter les directives de l'Eurogroupe, se retrouver avec une dette qui ne fait que croître et saborder définitivement son pays, qu'il est devenu l'ami du Parti Socialiste. C'est tout à fait clair comme situation.

Audrey Pulvar : et sinon l'aide au développement ?

Djordje Kuzmanovic : Je voudrais rappeler sur les APE, mais c'est très intéressant ce qu'il a dit M. Cherki. Il a raison, les pays de la CEDEAO ont critiqué les APE qui ont ravagé l'agriculture dans ces pays-là, c'est ça qui se passe : on ravage l'agriculture de la Jamaïque, qui était bénéficiaire, ou les cultures paysannes et vivrières de l'Afrique de l'Ouest, et maintenant on leur vend à faible coût des denrées subventionnées en Occident et aux USA grâce à des traités de libre-échange. C'est ça qui est à remettre en compte.

Même quand ils respectent les traités de libre-échange comme le Mali et qu'ils attaquent les USA sur la production de coton, ils se font attaquer sur leur monnaie car ils avaient raison par rapport aux traités de libre-échange. C'est une guerre qui est menée des puissants aussi bien dans nos pays qu'entre les pays du Nord et du Sud.

Vous disiez tout à l'heure qu'on parlait peu dans cette campagne de ces questions-là. Je voudrais le demander aux journalistes : pourquoi ils ne font pas de focus sur ces questions-là ? Le soir du débat à TF1, ça a été expédié très rapidement en fin de discussion. Je voudrais dire quelque chose que peut-être peu de gens savent ici : alors qu'il y avait le débat sur le CETA (qui va nous contraindre à ne pas pouvoir mener certaines politiques de développement avec les pays africains. J'aimerais bien voir comment on fera une fois qu'il sera mis en place.)

Au moment où la Wallonie résistait, au moment où les journalistes s'intéressaient à ces questions du CETA, qui étaient restées assez secrètes, Jean-Luc Mélenchon était à l'ONU. C'était le seul politique présent dans une négociation internationale, 2ème round des négociations de l'ONU pour mettre en place un contre traité de libre-échange, imposant des clauses environnementales et sociales aux multinationales. Négociations auxquelles les USA ne participent pas et auxquelles l'UE refuse de participer.

J'aimerais bien savoir ce que les autres candidats pensent de ça. Est-ce qu'on renforce l'ONU ? Est-ce qu'on renforce les acteurs internationaux pour venir réellement en aide aux pays en développement en contraignant et non en libéralisant de plus en plus ? Là est la vraie question.

Par rapport à ce qui a été dit tout à l'heure, nous sommes contre la conditionnalité de l'aide au développement. C'est clair et net, aussi bien pour les questions de migration que de terrorisme, ça a commencé à être lancé je crois dans l'équipe de M. Fillon.

L'Etat français peut faire un effort supplémentaire mais il faut tisser une plus grande relation entre l'Etat et les ONG ; et laisser les ONG, qui savent, qui connaissent. Venant de ma part ce n'est pas du « blabla », puisqu'on l'a fait. Nous savons la valeur des ONG et leurs compétences concrètes pour délivrer l'APD là où il le faut, dans les PMA. Nous proposons de mettre en place des institutions transparentes où les ONG participent très fortement à la décision de la délivrance de l'APD.

Audrey Pulvar : Christian Cambon, vous étiez assez d'accord, c'est assez rare pour être signalé, avec Pascal Cherki sur la question des agricultures de ces pays : soit les moins avancés, soit ceux en développement, qui sont menacées par l'organisation mondiale du commerce. Je ne parle pas de l'organisme en lui-même, mais de la façon dont les choses sont organisées. A l'instant, Djordje Kuzmanovic parlait justement de l'attitude des USA : c'est vrai que les USA, Japon, Canada, sont des pays sur lesquels on pourrait compter en terme de contributions, mais qui s'exonèrent facilement des objectifs fixés par la communauté internationale.

Christian Cambon : Je reviens un instant sur ce qu'a dit Pascal Cherki et je lui donne deux fois raison, à la fois sur la sécurité et à la fois sur l'agriculture. Du reste l'un et l'autre se complètent tout à fait. En effet, un pays qui vit dans une instabilité permanente, comme un pays qui ne mange pas à sa faim, ne risquent pas de décoller et de sortir du sous-développement. Et je crois que dans les différents objectifs que l'on doit poursuivre, bien sûr il y a l'éducation, la santé, la gouvernance mais, et là je rejoins la thèse de Michailof bien connue. L'agriculture doit faire l'objet d'une mobilisation. Or, je rappelle que les contributions de l'APD pour l'agriculture sont passées de 15% à 7%.

Or, si les gens ne mangent pas à leur faim, permettez-moi de le dire, c'est la problématique de l'eau, sujet que je connais bien et dont je dirai un mot tout à l'heure, car je voudrais qu'on parle aussi des acteurs qu'on ne mobilise pas suffisamment dans notre pays. Car nous pouvons toujours demander aux autres de contribuer mais nous avons des forces sur notre territoire et en Europe que nous pourrions mobiliser.

Je crois que l'agriculture, l'aide à s'alimenter, (et non l'aide alimentaire qui est un concept différent) l'aide à savoir s'alimenter est absolument essentiel. S'il est un pays qui a des responsabilités, qui a un savoir-faire, des compétences et qui peut les mettre en œuvre sur le terrain, c'est franchement l'agriculture pour faire en sorte que ces pays puissent se développer.

Je reprends l'exemple de tout à l'heure : le Niger 3 millions d'habitants lors de l'indépendance, 45 millions en 2035, 90 millions en 2050. 8% actuellement des terres sont en état d'être exploitées sur le plan agricole. Voilà des défis concrets, vous voulez des chiffres en voilà. On peut véritablement se mobiliser et je trouve que la France devrait faire quelque chose. Comment peut-elle faire ? Moi je veux parler du rôle des collectivités territoriales car elles sont, me semble-t-il, très peu sollicitées alors qu'elles pourraient beaucoup.

Je prends un exemple bien modeste, je vice-préside le syndicat des eaux d'Ile de France. Ça fait 25 ans qu'on a mis en place le 1 centime d'euro par mètre cube. Avant c'était un centime de franc, on est passé à un centime d'euro, ça l'a multiplié par 6. Avec un centime d'euro par mètre cube prélevé, nous obtenons aujourd'hui 3 millions d'euros que nous avons la possibilité de mettre en œuvre dans les pays en voie de développement qui souffrent de cette pénurie d'eau. En l'espace de 25 ans c'est 4,5 millions de gens qui, en Asie, en Afrique, boivent une eau de qualité de manière pérenne. Nous sommes un très petit nombre de syndicats intercommunaux dans le domaine de l'eau à faire cela. Imaginons que toutes nos organisations, toutes nos régions le fassent. Ça ne serait pas 3 millions c'est 20, 100 millions que nous pourrions apporter à ce problème essentiel, au cœur de la problématique du sous-développement, qui est l'accès à l'eau potable. Ce n'est pas très compliqué, il suffit d'un peu de bonne volonté, de convaincre. Je fais des colloques au Sénat pour dire qu'un centime par m³ c'est un euro par famille par an, ce n'est même pas le prix d'un BIC. Ça vaut la peine d'y réfléchir, nous l'expliquons dans nos communes et les gens acceptent tout à fait et sont heureux que nous leur rendions compte de ce que l'on fait et croyez moi quand on va sur place et qu'on voit le résultat... Mobilisons-nous, mobilisons au sein de notre propre pays, d'autres forces.

Parce que, je m'en excuse pour mon voisin, l'affaire de la suppression des dettes très bien, 2 200 milliards de dettes sur la tête des Français, 40 000 euros. Je le dis pour l'année dernière, sous le contrôle de Pascal Cherki, on a emprunté encore 200 milliards en partie pour payer les fonctionnaires jusqu'à la fin de l'année. Je veux bien qu'on s'arrête de rembourser mais dans ce cas-là, il ne faut plus emprunter. Est-ce qu'on pourra y arriver ? C'est une autre

paire de manches. Il ne faut pas qu'on se laisse aller à des solutions qui, bien évidemment, sont faciles d'accès. Philippe le Bel avait les Templiers à griller, nous on les a plus. On peut peut-être faire griller les banquiers, cher M. Severino, dites-le à Macron. C'est une bonne idée, remarquez. Je plaisante, il fallait bien qu'on se détende, c'est l'heure où on s'assoupit. Je veux dire par là, allons vers de vraies solutions, qui nécessitent, je pense que tout le monde est d'accord avec ça ici, un vrai effort. On pourrait parler des entreprises. Il y a des entreprises qui peuvent aider beaucoup car il y a des entreprises qui profitent de ces marchés et des matières premières et de la transformation qu'elles en font. Il est possible de les solliciter, il peut y avoir des dispositifs, y compris fiscaux, qui les incitent et qui sont aussi producteurs.

Audrey Pulvar : Justement, est-ce qu'elles ne se rachètent pas une bonne conscience à bon compte ces entreprises? Il y a beaucoup d'initiatives ponctuelles, y compris des grandes entreprises du CAC40, beaucoup d'implication de la part de leurs salariés. N'est-ce pas une façon pour elles de s'acheter une bonne conscience ?

Christian Cambon : écoutez, bonne ou mauvaise conscience, l'important c'est qu'elles payent.

Audrey Pulvar : L'important n'est-ce pas aussi qu'il y ait d'autres modèles de développement dans les pays qui en ont le plus besoin?

Christian Cambon : Oui, on peut l'envisager mais je pense qu'encore une fois, c'est comme un instrument de musique, il y a toute sorte de sons, notes et combinaisons. Je pense que les entreprises ne sont pas assez aidées. Je ne vais pas mettre en comparaison de Bill Gates, car c'est un cas qui vaut un débat à lui seul, mais je veux dire on sait que c'est possible dans d'autres pays et vous parliez des Etats-Unis, ils font proportionnellement moins que ce qu'ils pourraient faire.

Inversement sur le plan privé il y a des fondations qui font plus. Bill Gates fait plus que l'aide au développement française. Moi, personnellement, je ne renonce à aucune aide quand il s'agit d'aider les pays en grande difficulté.

Audrey Pulvar : D'accord. Nous ferons une autre après-midi sur la question de la philanthropie de ces grandes entreprises. Jean-Michel Severino, quelles zones, quels pays sont prioritaires dans l'aide au développement pour votre candidat ?

Jean-Michel Severino : Ecoutez je crois qu'on l'a dit à l'envi, pour tous, arriver à re-mobiliser des sommes significatives sur le Sahel et sur les PMA, les pays les plus pauvres d'Afrique et d'ailleurs au-delà de l'Afrique. Mais pour nous c'est vraiment le sujet africain qui est prioritaire et premier.

Au passage j'aimerais corriger une perception : hélas, l'AFD ne crée pas sa propre monnaie, (ça serait bien), et donc elle ne choisit pas la répartition prêts et dons. Le volume des dons est strictement fixé par le gouvernement français et après, il est du ressort de l'AFD à l'aide de son bilan d'essayer d'avoir l'effet de levier le plus élevé possible avec le capital qu'elle a en termes d'établissement bancaire, mobiliser des ressources financières sous forme de prêts. C'est un sujet vraiment d'arbitrage gouvernemental.

Permettez-moi de sortir de mon rôle actuellement. On manie beaucoup de chiffres : moi ça fait 30 ans que je travaille dans l'aide publique au développement, et 30 ans que je milite pour ses budgets et sa mise en œuvre. Ce que j'ai vu année après année au cours de ces 30 années de militantisme et de professionnalisme dans ce secteur, c'est à quel point il était extraordinairement difficile pour tous les acteurs de ce système de gagner 100 millions d'euros, 200 millions d'euros, 500 millions dans les arbitrages budgétaires. C'est une crucifixion, je vous le dis à tous. Nous sommes un public de gens avec différents représentants des partis politiques, des mouvements mais vous avez des gens qui sont des militants de la cause de l'APD. Nous nous battons à l'intérieur de nos propres dispositifs pour faire passer ces priorités. Lorsque nous allons revenir dans le monde concret de l'après-élection, ça va être une bataille sanglante. Nous parlons là de faire croître l'APD de 8, 10, 12 milliards d'euros dans les 5 ans qui viennent. Si vous pensez et si nous pensons que c'est un sujet facile, qui va se régler de façon simple, on se trompe. Nous allons avoir à mener, et nous allons nous retrouver une fois l'élection terminée de manière transpartisane, en militant de l'aide sur les mêmes sujets. Nous allons nous retrouver sur des combats qui vont être extraordinairement difficiles à mener car ce sont des chiffres importants. Néanmoins, nous espérons tous que nous arriverons à se faire concrétiser dans cette bataille ces augmentations faciles de l'aide.

Le sujet que nous avons c'est : où faut-il allouer ce différentiel ? Bien évidemment il faut le faire en regardant l'historique, et les endroits que nous avons mal servis, les objectifs à la fois d'éthique et d'intérêt qui ont été mal servis. Clairement, la bande sahélienne et les plus pauvres, je crois que nous sommes tous d'accord, font partie de ce sujet.

Je crois qu'il faut aussi partager le fait que notre pays a gravement manqué à son devoir en termes d'éthique et d'intérêt en sous-finançant la problématique de l'éducation. C'est une problématique qui est essentielle pour la croissance, pour la lutte contre la pauvreté, pour la place des femmes dans le développement. Car nous savons qu'un grand nombre de problèmes dans ces pays tient à l'insuffisant accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation. Il va falloir qu'on arrive à passer, dans un contexte pas évident, cette priorité.

Il y a un troisième point que je voudrais évoquer, la problématique sur laquelle j'espère que nous arriverons à nous entendre, c'est la problématique de l'emploi. Sur le continent africain, nous allons avoir d'ici à 2050 à peu près 450 millions de nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi. Faisons une minute de silence, allez 5s de silence. C'est invraisemblable, on n'a jamais assisté à une telle arrivée de jeunes sur le marché du travail. Aujourd'hui avec une croissance économique entre 4 et 5 %, ce qui est déjà une projection modérée, il va y avoir une création de 200 millions d'emplois spontanés. On sait d'ores et déjà qu'il va manquer à l'appel 200, 250 millions d'emplois. Ces gens, qui n'auront pas accès à ces emplois, seront dans le secteur informel, ou ils seront sur les routes. A 70% à l'intérieur de leur zone géographique proche, à 90% à l'intérieur du continent africain, il y a 10% d'immigration lointaine. Nous avons un enjeu majeur sur l'emploi qui ne peut se traiter, au passage, que par des instruments différenciés. Bien entendu il va falloir de la formation, des infrastructures, la création d'entreprises. Et ça on va le traiter à des fins différentes.

Et un dernier point, j'aimerais qu'on puisse s'entendre là dessus, il faut qu'on renouvelle notre approche des territoires. La France a eu une APD extraordinairement peu et mal géographiée et du coup, on a su finalement traiter de manière ni efficace la problématique des villes, ni vraiment la problématique des territoires ruraux. On n'a pas su les aborder et je voudrais faire le lien avec M. Cambon sur ce point parce que de la même manière qu'on ne

traitera pas le sujet de l'éducation et le sujet de l'emploi sans un partenariat extraordinairement dense avec la société civile, du Nord comme du Sud, et avec les ONGs, on n'arrivera pas à traiter la problématique des territoires sans une mise en avant des collectivités locales françaises...

Audrey Pulvar : Elles se plaignent de leurs dotations en baisse.

Jean-Michel Severino: Qui vont avoir, par ailleurs, à faire face à des problèmes de rigueur budgétaire qui va affecter tout l'Etat français. Donc on sait que sur la coopération décentralisée il va y avoir des problèmes importants et pour ma part je serai extrêmement heureux qu'on puisse arriver à créer à l'intérieur d'un dispositif d'aide publique au développement en augmentation, une forme de guichet qui permette d'appuyer la coopération décentralisée, ce qu'on n'a pas vraiment réussi à faire ou du moyen de manière embryonnaire. Donc ce qu'on peut voir, et je vais m'arrêter là après, pour arriver à tout ça il va falloir travailler de manière partenariale. Il faut qu'on arrive à faire travailler la société française dans son ensemble : les collectivités locales, les entreprises, les pouvoirs publics, les agences, les ministères. L'une des plus grosses difficultés pour le futur président et ses responsables politiques, ça va être d'organiser cette mobilisation. La valeur ajoutée que nous aimerions pouvoir ajouter, peut-être dans cet aspect ni droite ni gauche, c'est « essayons de retrousser les manches ensemble, d'organiser une démarche partenariale, essayons d'être ensemble, en marche pour ce travail de solidarité ».

Audrey Pulvar : Je vous laisse une minute à peine Pascal Cherki car je souhaiterais qu'on entende la salle.

Pascal Cherki : je voudrais répondre à 3 points énoncés par M. Severino et nuancer. Premier élément : oui bien sûr, il faudra qu'on se batte après bien évidemment mais il y a des fois où c'est plus facile de gagner des batailles de conviction que d'autres. Je sais que je n'aurais pas de problème avec mon candidat pour le convaincre car il a dit cet engagement avant que je vienne là. C'est pour ça qu'il faut prendre des engagements clairs et nous 0.7% avant la fin du quinquennat, et pour atteindre les 0.7% une loi, pour que ça devienne une obligation légale de tous les gouvernements. Tu verras c'est plus facile si on fait ça, que si on n'a pas d'instrument pour nous aider concrètement.

Deuxième élément, j'insiste là-dessus, c'est une question fondamentale : la question budgétaire. Moi j'ai vécu une expérience où j'ai été contacté au Parlement européen par une ONG, qui s'occupe des problèmes de population et notamment des populations pour l'accès au bien-être et à la santé reproductive des femmes. C'est un terme euphémisant pour dire : droit à l'avortement, droit à la maîtrise de leur corps. Ils m'ont contacté l'année des 40 ans de la commémoration de la loi Veil. Ils m'ont dit « on a besoin d'un coup de main et que la France donne 200 ou 300 millions d'euros de plus dans un fonds de l'ONU car avec les effets de co-financement on peut faire plein de choses ».

Et nous on s'est rendu compte d'une chose, c'est qu'en Afrique anglophone, il y avait de meilleurs résultats qu'en Afrique francophone car eux mettaient de l'argent. Les Français sont « impec » pour les principes, on les a toujours écrit au Parlement européen, pour lutter contre les Maltais, les Polonais, tous ceux qui veulent remettre en cause l'avortement. Mais dès qu'il faut passer à la caisse ils sont déjà moins présents.

A l'arrivée, le bilan sur les questions de maîtrise de leur corps, c'est qu'on avait des moins bons résultats que l'Afrique anglophone. Donc moi je le dis, il faut passer à la caisse. 0.7%, c'est pas un vœu pieux. Et je le dis car on l'a obtenu cette année, je suis allé voir Ayrault je lui ai dit: « écoute Jean-Marc, avec tout ce qu'on a fait les parlementaires pour éviter que tu aies un bilan déshonorable sur l'APD, tu seras le seul ministre qui pourra dire que ça a augmenté, donne moi, ma commission ». Et ma commission à moi c'était de donner ce pognon à ce fonds et ça a été ré-augmenté.

Le troisième point, c'est les collectivités locales. C'est fondamental. Moi j'ai été adjoint au Maire de Paris pendant 8 ans. Alors je n'ai pas une expérience de 30 ans de l'aide au développement dans les agences d'état, moi j'en ai une comme élu local. Qu'est-ce que j'ai vu ? Ce que disait Christian - il a raison ! Oui, les collectivités font ça de plus en plus. Elles le font, nous par exemple, on a fait de la formation aux cadres là-bas. Parce que comme on a beaucoup de fonctionnaires - c'est très bien les fonctionnaires, il faut garder les fonctionnaires locaux - On en a envoyé quelques uns qui vont, dans le domaine de l'assainissement, du ramassage d'ordures, dans le domaine des transports avec la RATP ou d'autres, on envoie des fonctionnaires de la Ville de Paris, on forme des cadres, et après ces cadres forment d'autres cadres. Donc c'est tout ce qu'on dit, transfert d'expertise parce qu'il faut que l'expertise vienne du terrain. Et on donne aussi des subventions. Mais, pourquoi je dis ça ? Parce que, qu'est-ce qui va se passer si on réduit les dotations aux collectivités, comme ce que disait Mme Pulvar ? Je l'ai déjà vu, dans les faits : dans ce quinquennat, on a réduit de 10 Mds € les dotations aux collectivités. Quels sont les arbitrages que font les collectivités, quelque soit leur engagement - ni droite ni gauche pour l'aide au développement mon ami ? C'est que d'abord, tu penses à tes électeurs, tu dis mes crèches ! Sinon ils ne vont pas voter pour moi. Mes écoles, mes gymnases, mes routes, mes ronds-points, mes maisons de retraite. Il y a beaucoup de cœur pour ceux qui meurent en Afrique, mais ils ne votent pas, voilà. Et donc si tu en rajoutes encore 10 Mds comme tu veux le faire, parce que c'est 5x les 2Mds € que tu vas filer aux hauts-patrimoines en supprimant du calcul des déficits les valeurs mobilières, ça représente 2Mds sur l'ISF, que feront les collectivités locales entre la personne qui dans sa ville vote, et le Burkina Faso ? Bon courage, on pensera moins à vous. Je m'excuse de le dire, mais il faudra être concret à un moment donné.

Audrey Pulvar : On avance un peu, parce que j'aimerais vraiment qu'on entende la salle... Djordje Kuzmanovic, vous vouliez ajouter un mot ?

Djordje Kuzmanovic : Oui, en rappelant que ce que nous souhaitons, c'est une approche globale de tous ces problèmes. Quand on dit qu'il faut mettre un arrêt aux causes des guerres et aux causes des migrations, c'est pour ça que nous voulons renforcer l'aide aux PMA dans l'APD. Nous voulons qu'on lutte contre la pauvreté, contre les inégalités et pour l'égalité homme/femme, parce que c'est ça qui crée les conflits et les migrations. Nous souhaitons renforcer l'ONU, et c'est je souhaitais en reparler ici. Logiquement, pour nous, ça implique sortir du FMI, sortir de la Banque Mondiale, et de l'OMC, qui sont des fauteurs de trouble et de guerre à l'échelle mondiale. Et plutôt de réfléchir à la proposition qui a été faite par les BRICS d'une nouvelle banque de développement mondiale qui devrait être étudiée et dans quelle mesure elle ne peut pas aider au développement. Ce qui veut dire aussi renforcer la CNUCED, et j'ai parlé des autres possibilités par l'ONU.

Ca m'amène à la dette : je vais conclure rapidement. Vous parliez M. Cambon de Philippe le Bel, je crois que pour Philippe le Bel c'était plus compliqué de lutter contre les Templiers adossés à ce qui était la Commission Européenne d'alors, le Vatican, plutôt qu'à nos dirigeants actuels de réduire la dette. D'autant qu'il y a des mécanismes intéressants, encore une fois à l'ONU, tel que la restructuration de la dette souveraine proposée par l'Argentine en 2015.

Audrey Pulvar : Merci ! Des questions ? Il y en a beaucoup !

Tove Holmström, former staff member of the Human Rights Office of the United Nations : I'm gonna give you an opportunity to answer in English. My work concerns business and Human Rights, and in particular development Human Rights and the World Bank so we worked a lot with financial institutions.

Trying to think a little bit about how human rights should factor into the design of development projects. So, I really appreciate the discussions here today but I think that a lot of focus is on numbers and how to achieve them, 0,7% for example, but we've spoken less about the ethical aspect of development, and the quality of development projects.

It's quite a timely question because there is a new law now adopted in France that requires companies to assess the impacts their activities in developing countries have for human rights. There is a very unfortunate mentality in big financial places including the World Bank that economic growth in itself would be enough to support human rights. It's not true because there are a lot of development projects that may support some human rights but actually violate others.

So my question is two-fold : one, I want to know whether you think human rights are relevant for development and how you intend to work towards that in French development aid? And two, what you will do to make sure that France upholds its human rights obligations in big financial institutions such as the World Bank? Thank you.

Audrey Pulvar : Sur le fait que nous avons parlé essentiellement de chiffres et moins d'objectifs éthiques, et humanitaires, Djordje en a parlé un peu, notamment sur l'égalité entre femmes et hommes, sur l'accès à l'éducation et aux besoins fondamentaux comme l'accès à l'eau, l'assainissement, l'électricité. Les questions également de démocratie sont au cœur de l'APD et puis vous l'évoquiez très rapidement tout à l'heure, vous parliez de transparence de la statistique et de la transparence de la distribution et du fléchage de l'APD. Est-ce que quelqu'un veut répondre parmi vous quatre ?

Djordje Kuzmanovic: Pour notre part, je le disais tout à l'heure, nous souhaitons améliorer la coopération entre les ONG et l'Etat, et créer des institutions permettant la transparence et que les ONG participent à la décision de là où va réellement l'APD. Car encore fois les ONG, elles, savent.

Sur la question de l'éthique des institutions de la BM et du FMI, pour faire bref, nous souhaitons en sortir, car ce sont des institutions non-éthiques et qui ont provoqué des drames humanitaires et des crises financières dans bien des pays. Donc nous souhaitons, plutôt réfléchir à la banque de développement nouvelle qui a été créée par les BRICs et voir si, d'aventure, cela ne permettrait pas d'avoir un rapport renouvelé de la banque aux pays en voie de développement.

Quant à la question sur les droits humains : oui, nous considérons que c'est un impératif, c'est pour ça que notre candidat était en octobre 2016 à l'ONU où s'est négocié et se négocie, un contre traité de libre-échange respectant les droits de l'homme et imposant des clauses sociales et environnementales aux multinationales. Donc nous sommes à 100% pour cela et j'aimerais connaître les réponses de mes collègues.

Pascal Cherki : Je trouve très bien que des pays se groupent pour avoir des banques comme celles des BRICs ou comme la banque de développement européenne. Je ne suis pas sûr qu'en matière d'éthique le comportement de la Chine ou de la Russie soient une garantie de supériorité par rapport à celui des USA ou autres pays dans le FMI. Ne te fais pas trop d'illusions : si on sort du FMI pour aller faire des actions de développement avec la Russie ou la Chine je ne suis pas sûr qu'on ait les mêmes conceptions du développement que ces deux pays en ce moment. Tu peux tenter l'expérience, tu me diras comment ça marche.

Je pense que la question sérieuse, c'est celle de la moralisation des règles financières internationales. Il n'y a pas d'APD durable si derrière on n'arrive pas à juguler les dérives de la finance notamment tout le problème de l'évasion fiscale et optimisation fiscale. Je pense que l'action est plus efficace au niveau de l'Europe que des pays individuellement. C'est pour ça que la bataille doit être une bataille européenne. Ce qui ne veut pas dire que la France n'a pas un devoir d'exemplarité. On veut une TTF européenne mais si au 1er janvier 2018 il n'y en a pas, on intègre l'intra-day dans la TTF. Idem pour la bataille sur les trusts et les sociétés écran. Il faut un registre européen des trusts qui se mette en place. Idem sur la question de la transparence et du reporting pays par pays. Nous devons savoir.

Nous avons vu toute la réticence des banques quand on a mené la bagarre avec des députés de gauche et de droite afin que les banques publient pays par pays là où elles font leur bénéfice, là où elles ont leur personnel pour qu'on se rende compte d'où il y a de la fraude et optimisation fiscale. Idem pour les multinationales.

Il nous faut des outils pour mener une pression démocratique et une bagarre politique en changeant les réglementations. Il faut mener une bagarre politique pour qu'il y ait des règles contraignantes. Il y a des paradis fiscaux en Europe également et il faut mener cette bagarre politique.

Audrey Pulvar : Monsieur Séverino, voulez-vous ajouter un mot ?

Jean-Michel Severino : Sur les aspects transparence, heureusement, la seule bonne nouvelle, mais qui est aussi un problème, c'est la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE qui va nous ouvrir un peu plus de marge de manœuvre, puisqu'elle était l'un des pays les plus réticents à modifier les règles de transparence.

Il n'y a pas de développement qui ne soit pas assis sur les droits. La conception même de notre action de développement sur le terrain doit être une approche fondée sur les droits et le principe même de la lutte contre la pauvreté consiste à donner des droits aux pauvres.

Nous devons arriver à mieux formaliser cela et ancrer cela dans notre politique. Je pense aussi que nous y parviendrons par ce travail de construction partenariale à l'occasion de la révision de la loi de programmation de l'aide que nous souhaitons organiser dès l'automne prochain et qui nous permettra de faire entrer ces problématiques dans le dur de la construction des objectifs et des pratiques de la France.

Christian Cambon: Un mot pour quand même apporter un peu d'espérance. Je pense que nous avons fait beaucoup de progrès dans ce domaine même si il reste un chemin énorme à accomplir sur la transparence et à l'éthique. Il y a des causes (femmes, enfants) qui ont fait beaucoup de chemin et il y a ici beaucoup d'acteurs qui les portent sur le terrain. Il faut être constructif et plein d'espoir.

Pour avoir rapporté un certains nombres d'accords au Sénat dans ce domaine, que les paradis fiscaux, les listes noires, les pays que l'on montrait du doigt et les petits pays qui recevaient des sociétés écrans, commencent à disparaître et les grands pourvoyeurs de la fraude fiscale vont voir de plus en plus leur champs d'action s'éteindre.

Ça ne veut pas dire qu'il ne reste pas de chemin à accomplir mais nous devons tous nous y mettre pour aller dans le sens que vous souhaitez.

Audrey Pulvar : Quelque chose a changé au Luxembourg ?

Christian Cambon Il y a des choses qui changent. Il y a le Luxembourg et des îles anglo-saxonnes, mais la pression internationale devient telle qu'au sein des entreprises, il y a aujourd'hui une dimension éthique. Les médias font en sorte qu'on parle de ces sujets et comme par hasard, des décisions tombent. C'est un petit progrès. Pas grand chose, mais c'est quelque chose.

Audrey Pulvar : Tempéré par la Décision du Conseil Constitutionnel de rejeter le principe de précaution et de responsabilité des multinationales qui agissent dans des pays en développement parfois au mépris de la sécurité de leurs salariés. Je glisse cela dans la conversation. D'autres questions ?

Valérie Terranova : En 2005 ou 2006, la France de manière pionnière a mis en œuvre à titre expérimental une des premières taxes de solidarité internationale, celle sur les billets d'avion dont le but était d'assurer aux questions de santé globales, un financement prévisible, pérenne et additionnel aux chiffres et aux montants de l'APD. Or, aujourd'hui on voit que cette taxe comme le produit dévolu à l'APD de la TTF, n'est plus additionnel, n'est plus du tout prévisible et n'est plus pérenne. A titre d'exemple, UNITAID, l'organisation qui était prioritairement bénéficiaire du produit de cette taxe quand elle a été mise en œuvre, a connu le montant de son budget pour l'année 2016 en décembre 2016, au terme d'un débat qui n'en était pas un, totalement escamoté au Parlement, donc les décisions sont prises de manière totalement opaques sans que le politique ait son mot à dire. Le secrétaire d'état à la coopération lui-même a reconnu qu'il n'avait pas été informé ni associé. Je voulais demander aux représentants de tous les candidats ici, est-ce que les financements innovants pour le développement restent une priorité du programme de vos candidats. Est-ce que vous vous engagez si c'est le cas, à faire en sorte que ces financements retrouvent leur caractère additionnel, pérenne et prévisible, que les organisations qui en sont bénéficiaires connaissant les montants qui vont leur être dévolus l'année d'avant et non pas celle d'après ? Vous engagez-vous à faire en sorte que ces financements retrouvent ce pourquoi ils avaient été inventés au départ, qu'ils aillent aux questions de santé publiques et pas à la bonification des prêts de l'AFD comme l'année dernière ?

Audrey Pulvar : Merci d'avoir souligné cette question de l'opacité des décisions en la matière, décriée par les ONG et les citoyens.

Pascal Cherki : Vous avez raison madame et vous savez pourquoi : car la mission APD a vu en 5 ans ses crédits fondre de 22%. Donc, on a rabattu les taxes affectées, celle sur les billets d'avion et la TTF, sur le financement de ces crédits APD. C'est un problème d'équilibre entre, pas simplement prêts et dons mais aussi entre ce qui vient des crédits budgétaires directs affectés aux missions APD et ce qui vient du produit des taxes affectées.

Lors du dernier exercice budgétaire on s'est beaucoup battu, ainsi que JM Ayrault, pour augmenter des crédits budgétaires directs mais les 230 millions d'euros qu'on a eu en plus c'est parce qu'on a augmenté le taux de la TTF.

Oui, il faudra, si on veut arriver au 0,7% qu'on augmente aussi les crédits budgétaires directs. Sur la TTF nous souhaitons une affectation d'une partie plutôt plus substantielle voire de la totalité, on n'atteindra pas les 0,7% uniquement comme cela. Nous aurons besoin de taxes affectées. Par contre, là où vous avez raison madame, c'est la question du financement des politiques de santé publique mondiale qui était l'objectif de la création de la taxe Chirac sur les billets d'avion. C'est un sujet qui est un sujet à ne pas délaissé, c'est fondamental et c'est d'autant plus problématique que les USA, un des enjeu de l'administration Trump, c'est de baisser substantiellement voire supprimer les crédits à l'ONU et aux organisations internationales qui en dépendent. Il va donc falloir mener une bagarre politique terrible si cela se passe.

Nous devons tenir le plus rapidement possible, notre trajectoire de monter vers les 0,7% car nous ne pourrions pas engager ce bras de fer avec les USA (qui n'y sont pas, au 0,7%) si nous-même nous donnons le sentiment que nous n'agissons pas.

Jean-Michel Séverino : Au passage je voudrais dire que le dernier quinquennat de Chirac a été l'une des rares périodes fastes de l'APD de ces 20 dernières années, qui a vu ses premières manifestations concrètes de ces financements innovants. Je voudrais dire qu'on va bénéficier d'effets favorables prochainement puisque grâce au travail du Parlement le taux de la TTF a été augmenté et affecté à l'AFD, et partiellement à une facilité de gestion de crise qui manquait beaucoup dans notre dispositif.

Je crois qu'il y a deux questions : celle de la transparence et de l'intégrité de l'affectation de ces taxes et là, il y a vraiment un chantier complet à reprendre parce que ces taxes ont complètement dérivé avec le temps à la faveur de pugilats budgétaires. Il faut rétablir leur intégrité de destination, et leur transparence en termes de gestion.

Après, je crois qu'il faut qu'on fasse un bilan sur ce qu'ont donné 15 ans de bataille mondiale sur ces taxes : les résultats sont médiocres. On a dépensé beaucoup d'énergie et en France en particulier. Ma nuance par rapport à cette question, c'est que je ne suis pas sûr qu'on arrive à avoir des accords internationaux dans les 5 années à venir qui permettraient d'avoir une transformation radicale de ce paysage des taxes.

Je crains que l'effort budgétaire propre du contribuable, soit l'essentiel de ce qu'on puisse faire dans ces prochaines années car rapidement comme pour le sujet précédent, on se retrouve confronté au problème qu'il faut que ce soit des décisions au moins européennes, si ce n'est mondiales et là on tombe dans les difficultés de négociations.

Djordje Kuzmanovic : Sur le point de la transparence, nous sommes pour rendre les données de l'APD publiques. Tout simplement, en respect à l'initiative internationale pour la transparence de l'aide. Nous sommes pour créer un partenariat plus serré entre l'Etat et les ONG afin que tout cela soit moins opaque.

Pour la seconde partie de la question, est-ce que nous sommes pour les financements innovants et pour qu'ils soient moins opaques et prévisibles oui, mais je ne pense pas que le problème soit là. Les financements innovants sont là car nous ne pouvons pas financer normalement. Les Etats sont contraints dans leur budget par les traités internationaux et doivent inventer ce genre de choses.

On peut s'engager sur des financements innovants : imaginons une taxe sur les wagons de chemins de fer produit par Alstom pour développer leurs rails en Afrique. Bombardier, qui est une entreprise canadienne, avec le CETA, pourrait la récuser, nous jeter devant un tribunal d'arbitrage et faire sauter ce financement innovant.

Cela fait 15 ans que ces financements ne fonctionnent pas : imposer ces financements dans le cadre d'une libéralisation généralisée du commerce mondial relève d'un effort considérable avec peu de résultats.

Audrey Pulvar : on va prendre 3 questions.

Marguerite Bannwarth, d'Équilibre et Populations (Equipop) : On sait que les droits des femmes ne sont pas garantis et qu'ils sont menacés. On l'a vu avec des remises en causes récentes en Russie ou aux USA, et à l'inverse on sait que plus l'égalité homme-femme augmente plus le développement progresse.

Ce quinquennat a fait beaucoup pour cette égalité entre les femmes et les hommes, en France ou par la politique de développement. Est-ce que vous connaissez la stratégie genre et développement 2013-2017 qui doit être reconduite ? Et comment comptez-vous mettre en œuvre cette politique de droits des femmes à l'international ?

Jean-Michel Séverino : Bien sûr je partage ce constat. Cette stratégie sur les droits des femmes est indispensable à la prochaine étape de notre politique de développement. Il y a un certain nombre de marqueurs financiers importants. Nous nous engagerons à ce que la moitié des programmes qui seront financés par l'AFD soient dirigés sur la promotion de l'égalité homme-femme, ou cohérente avec cet objectif et sur une alimentation budgétaire des différents programmes des Nations Unies (ONU-Femmes). Le fait de remettre l'accent sur la politique en matière d'éducation, qui est la grande oubliée de notre politique de développement de ces 20 dernières années, va être aussi l'occasion à travers l'introduction également de l'objectif d'accès des femmes à l'éducation et de la promotion de leur rôle dans l'éducation, de donner un coup de boost important à cette problématique. Oui, c'est clairement un sujet au sommet de l'Agenda que nous avons devant nous.

Pascal Cherki : Je partage ces objectifs. 50% des projets et des financements doivent être affectés à la réduction des inégalités homme/femme. Il ne faut pas être hypocrite : on y arrivera plus facilement si on arrive aux 0,7% dans le quinquennat ou qu'on augmente les crédits budgétaires et le volume des dotations à l'APD. Tant qu'on est à 0,4 c'est compliqué. 50% de 0,7%, ce sera beaucoup mieux pour les femmes et le développement

Audrey Pulvar : Djordje Kuzmanovic ?

Djordje Kuzmanovic : Je le disais tout à l'heure, le fléchage de l'APD, nous considérons qu'il doit être fait sur les questions de pauvreté, d'inégalités, d'éducation et d'égalité homme-femme qui, quand elles sont bien traitées, règlent une partie des problèmes d'éducation et de pauvreté. Quant à la stratégie genre et développement 2013-2017, elle est abordée dans le livret thématique supplémentaire au programme l'avenir en commun, le livret féministe auquel je vous renvoie. Nous proposons de le renforcer.

Audrey Pulvar : Christian Cambon ? Les féministes françaises s'inquiètent des visées de votre candidat concernant certains de leurs droits fondamentaux notamment en matière d'avortement.

Christian Cambon : Non franchement, en matière de développement, je pense qu'il n'y a pas d'inquiétude à avoir...

Audrey Pulvar : Si vous le dites, on est rassurées...

Christian Cambon : Si c'est moi qui vous le dit... Ecoutez, François Fillon a été premier ministre, il a eu des responsabilités, il est engagé en politique depuis plus de 40 ans, je pense qu'on ne peut pas lui faire grief de ces sujets. Il peut avoir des conceptions qui sont strictement personnelles, et chacun sur ces sujets peut avoir les siennes. De la même manière je n'oublie pas qu'un certain nombre de groupes, de groupes de pression soutiennent sa candidature, c'est leur droit et chacun a le droit de s'exprimer au moment d'une élection présidentielle.

Ceci dit, sur le sujet qui est le nôtre, je pense d'abord que tout le monde rejoint ici la même philosophie : je pense que les droits des femmes sont au cœur du développement parce qu'on sait très bien que dans ces pays, ce sont elles qui subissent au premier chef les violences, elles qui subissent au premier chef les difficultés de la vie au quotidien.

J'ai eu l'occasion de visiter plusieurs maternités sans eau, je ne ferais pas de commentaires sur les difficultés que cela peut représenter. Et donc c'est un objectif effectivement général, qui rejoint les objectifs du développement, car l'élévation du niveau de vie de toutes ces populations permettra au premier chef d'améliorer le droit des femmes. C'est une préoccupation essentielle, et nous devons comme ça été dit, avec les moyens qui seront mis à disposition, favoriser ça. Mais je veux insister sur le droit à l'éducation là aussi, comme M. Severino l'a dit, je pense que l'éducation est au cœur du problème dans de nombreux de pays, qui ont beaucoup de progrès à faire encore.

Audrey Pulvar : Encore deux questions ...

Sophie Zaccaria de Médecins du Monde : je vais en rajouter une couche sur la question des droits à la santé sexuelle et reproductive. Je vous remercie M. Cherki, vous avez été le premier à en parler je l'ai bien noté. On est dans un contexte de montée des conservatismes, avec le cas de figure américain, avec le « Gag Rule », qui concrètement interdit le financement de projets d'ONG en faveur du droit à la contraception et à l'avortement. J'aimerais savoir quelle est votre réaction sachant que déjà certains pays, je pense aux

pays scandinaves mais aussi à la Belgique, ont pris des mesures très concrètes pour compenser le manque de subventions et d'aide qui sera donnée notamment aux pays africains. Comment vous réagissez ?

Audrey Pulvar : Je voudrais rajouter à votre question qu'aux Etats Unis, les droits, l'accès à la contraception et l'avortement sont remis en cause et encore plus avec cette nouvelle présidence, mais si ces droits existent sur le papier, dans les faits ils sont très difficiles à exercer pour les femmes, y compris aux Etats-Unis et dans les pays riches. Qui veut répondre en premier ? Vous Djordje ?

Djordje Kuzmanovic : Notre candidat Jean-Luc Mélenchon est pour l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution. Nous souhaitons que ce même genre de droits soit appliqué ailleurs dans le monde. Nous n'avons rien de précis dans le programme sur cette question, mais d'évidence il faudra aller dans le sens que vous indiquez.

Jean-Michel Severino : Je n'ai pas d'angoisse sur quelconque des partis politiques qui viendrait à être élu en France sur ces questions-là...

Audrey Pulvar : Comment vous dire... (rires dans la salle)

Jean-Michel Severino : Sur le conditionnement de l'aide publique au développement à l'absence de planning familial, je ne crois pas qu'on en soit là du tout. En revanche, je ne suis pas non plus très inquiet sur la problématique de l'APD américaine en tant que telle, car finalement c'est une aide qui est relativement modeste à l'échelle planétaire. En revanche ce qui m'angoisse plutôt c'est le fait de savoir si à un moment donné, les Etats-Unis portent le problème dans les institutions internationales d'aide au développement et conditionnent leur soutien, ou même qu'ils maintiendraient voire augmenteraient malgré les enveloppes d'APD en baisse que nous promet Trump, à l'application de ce type de réforme. Et là je ne sais pas où le débat ira, donc je crois qu'il faut se préparer à cette bataille et s'armer idéologiquement, politiquement, financièrement pour ça. C'est peut-être ça le terrain le plus embêtant.

Pascal Cherki : Je ne suis pas un obsédé de la répétition, mais l'expérience que j'ai vécu comme parlementaire, c'est qu'à un moment donné, il y a des actions qu'on peut faire dans la coopération bilatérale, et il y a les actions du multilatéral, à travers notamment les fonds des Nations-Unies. Qui font des effets de levier, et qui ont obtenu je le répète dans l'Afrique anglophone, ce que me disent les ONG, de bien meilleurs résultats que dans l'Afrique francophone. Car comme l'Angleterre est à 0,7% d'APD, comme c'est inscrit dans leur loi comme leur stratégie genre et comme ils investissent dans ces fonds multilatéraux, les pays d'Afrique Anglophone, puisque eux mènent cette bataille avec les pays d'Afrique anglophone pour qu'ils soient bénéficiaires de l'aide de l'ONU, sont destinataires de beaucoup plus de projets co-construits avec eux. Le problème qui vient dans l'Afrique Francophone ce n'est pas l'analyse politique, ce n'est pas la volonté des ONG, c'est l'argent.

Moi je l'ai vécu très concrètement, j'étais parlementaire, on est venu me solliciter, sinon je n'aurais jamais eu l'idée, je ne savais même pas que ce fonds-là existait, je le dis très honnêtement, on découvre des choses quand on est député. Et j'en ai tiré comme expérience que comme avec un budget restreint on fait des arbitrages, alors on doit mettre

dans ONU Femmes, et puis y a les programmes de l'APD, et puis il y a les fonds multilatéraux, et au bout d'un moment on arbitre, et comme par hasard boum, c'est tombé sur eux. Pourquoi ? Parce que c'est les moins soutenus.

Et je vous le dis encore une fois, il y a fallu que j'aille voir le ministre directement pour lui dire bah voilà les conséquences de ça, c'est ça. Comme il m'aime bien, qu'on vient de la même formation politique, il m'a aidé. Il aurait pu ne pas le faire, je n'en tire aucune gloire. La seule manière de pouvoir répondre à toutes ces questions là et de le faire, c'est d'avoir un volume budgétaire suffisant qui permette de ne pas avoir à faire un arbitrage de restrictions ou de relative pénurie.

Audrey Pulvar : on va prendre une dernière question... madame ?

Agnès Faivre, *journaliste pour le Point Afrique*. On a évoqué très brièvement le coût des opérations extérieures de la France en Afrique. Est-ce qu'il faut, maintenir, renforcer ou réduire la présence militaire en Afrique, et jusqu'où les partenariats sécuritaires sur fond de lutte contre les mouvements extrémistes peuvent-ils reconfigurer les relations avec des régimes autoritaires ?

Je pense notamment au Tchad, qui est un allié précieux de la France ces dernières années, sous le quinquennat de F. Hollande, et on a très peu parlé des nombreuses exactions et manquements aux droits humains au Tchad. Quelle est votre position ?

Audrey Pulvar : Je sais que M. Cherki vous n'êtes pas comptable du bilan de François Hollande, mais on va peut-être commencer par vous.

Pascal Cherki : C'est quand même au sein de l'Élysée que ça c'est décidé, nous parlementaires on a été un peu mis devant le fait accompli, même si on a approuvé l'opération au Mali. Je pense qu'en tant qu'au secrétariat général de l'Élysée vous étiez en prise directe... non je plaisante...

Mais pour vous répondre très franchement, on ne sait pas combien de temps ça va durer. Je vous le dit, on ne sait pas puisque nous intervenons dans la bande Sahélienne dans le cadre de l'opération Barkhane et avec plus de cinq États, il y a maintenant les Américains qui interviennent aussi, les Allemands qui vont s'y mettre et on ne sait pas.

Et on ne sait pas pourquoi, parce que nous payons les conséquences aussi en partie de l'intervention irresponsable décidée par Nicolas Sarkozy et David Cameron en Libye. Nous avons outrepassé le mandat de l'ONU, et où l'intervention, la fragmentation de la Libye pose des problèmes notamment avec la dissémination des armes... Nous ne savons pas combien de temps ça durera, malheureusement.

Après ; on agit avec les partenaires. Bien évidemment, le Tchad était un point d'appui pour l'action militaire de la France, notamment l'armée tchadienne. C'est évident que quand vous êtes alliés à des partenaires étatiques sur les questions notamment militaires et que vous menez la guerre ensemble, c'est un peu plus compliqué de leur demander de faire un certain nombre d'avancées que vous aimeriez qu'ils fassent par rapport à ça, surtout quand votre soutien est indispensable. En effet, c'est plus compliqué. C'est pour ça aussi qu'un des enjeux à moyen terme c'est la prise en charge de la sécurité dans la zone sahélienne par les pays sahéliens eux-mêmes. C'est un travail de longue haleine, car avant de reconstituer une armée qui puisse intervenir, qui puisse le faire, il faut du temps.

Donc moi je réponds très honnêtement là-dessus, je ne suis pas en mesure de vous dire quand est-ce qu'on va se retirer à très court terme, si les objectifs qu'on s'est fixés sont les bons, ça c'est un autre débat.

Christian Cambon : Effectivement, on va pas la difficulté dans ce genre de sujets c'est de refaire l'histoire avec les lunettes d'aujourd'hui. La Libye, y a eu la Libye parce que sans ça Benghazi à l'époque aurait été écrasée dans le sang. On peut refaire l'histoire maintenant, mais... en tous les cas, en ce qui concerne l'intervention au Sahel, il est évident que nous devons absolument intervenir là aussi, et étant dans l'opposition nous avons soutenu unanimement cette initiative du Président de la république, parce que si on ne l'avait pas fait, aujourd'hui le Mali serait peut-être un Al-Qaïda islamique, et je ne pense pas que ça faciliterait la stabilisation de ce continent et son développement.

Ceci posé, je rejoins un peu ce que dit P. Cherki, à savoir que nous portons actuellement seuls cet effort, ou quasiment seuls. On a eu de temps à autre, des prêts d'avions de transport ou des agents de formation, ou des soutiens logistiques ou aériens, ceci étant c'est la France qui a envoyé ses moyens, qui l'a supportée, et nous avons bien vu que, après une période très favorable ou nous avons reconquis un certain nombre de terrains, les ennuis recommencent. L'actualité ces derniers temps le démontre. Ce qui est tout à fait dommageable, c'est que dans un continent comme l'Europe où l'ensemble des pays accueille deux millions de gens sous les drapeaux, il y a actuellement deux millions de soldats en Europe, on n'est pas capable de trouver 2500-3000, 4000 hommes des contingents européens pour assurer une sécurité à 4 heures de vol de Paris. Donc là est la difficulté, parce qu'il n'y a pas de politique étrangère, parce qu'il n'y a pas de politique de défense de l'Europe, et il est manifeste que l'effort que porte la France est disproportionné, non pas par rapport à son histoire car nous avons un rôle privilégié dans cet endroit, mais par rapport à nos moyens.

Et notre devoir est de rester dans ces régions et de faire aussi les efforts nécessaires parce qu'à la fois les troupes, les armements, l'état des équipements est dans un état lamentable et je pense que nous devons faire attention à préserver aussi les vies de nos soldats, mais ceci conditionne la paix aussi en Europe. Il faut bien imaginer que... regardez ce qui se passe, toute cette agitation, elle est si proche de nous. Imaginez que la contamination passe de la Libye à la Tunisie, imaginez qu'il se passe des événements en Algérie ou que le Maroc soit totalement déstabilisé. Vous êtes aux portes de l'Europe, et c'est à nous, à ce moment-là de régler le problème, pas simplement sur le continent africain mais aussi chez nous. Donc je pense qu'un pays comme la France, membre du conseil de sécurité de l'ONU, a le devoir absolu de se mobiliser, même si évidemment ceci représente plus d'efforts que nos moyens devraient le permettre dans ces temps de disette budgétaire.

Djordje Kuzmanovic : L'intervention en Libye je suis entièrement d'accord M. Cherki, était totalement irresponsable, nous y étions opposés. Elle a provoqué le chaos dans tout le Sahel que nous connaissons actuellement et qui sera durable, j'espère que l'intervention n'était pas que pour Benghazi, qu'il n'y avait pas d'autres intérêts par exemple d'un ancien président de la République.

Mais le problème de la présence militaire africaine en France se pose. Nous, nous sommes dans notre programme géostratégique et de défense, pour un gel des OPEX et un retour de nos troupes, tant que nous ne sommes pas sous mandat de l'ONU. C'était le cas pour la

Syrie, ce sera le cas pour le Sahel. Nous souhaitons des interventions internationales. Il n'y a pas eu que le problème de l'intervention à Benghazi, le non-traitement sérieux des propositions faites par le MNLA avant qu'AQMI apparaisse, de la même manière qu'on n'a pas traité sérieusement la chose en Syrie avant que Daesh apparaisse.

Effectivement dans une situation que nous avons fortement créée, c'est pas « tant pis », c'est un problème. Quand on crée la misère avec les traités de libre-échange, les APE dans les pays d'Afrique de l'Ouest et qu'après on provoque des guerres qui permettent de provoquer d'autres guerres vers lesquelles vont s'engager les gens qu'on a contribué à rendre miséreux, c'est un vrai problème qu'on doit prendre au sérieux. Nous sommes pour un gel des OPEX tant qu'elles ne sont pas sous mandat de l'ONU encore une fois, nous souhaitons avoir un renforcement du mandat de l'ONU et pour répondre, rappeler un dernier point, je rappelle alors Robespierre « les peuples n'aiment pas les missionnaires armés ».

Jean-Michel Severino : Je crois que beaucoup de choses ont déjà été dites. On sait qu'on est sur ce type d'engagement pour longtemps, on sait que les voies de sortie comme cela été dit sont à la fois vers l'euro-péanisation, la multilatéralisation d'un côté et d'autre part la prise en charge par les Africains le plus possible de leurs propres efforts de défense et de sécurité.

On sait aussi pour revenir à notre thématique précédente que plus on sera, plus on réussira les processus de développement, plus on allégera le risque d'avoir ce type d'opérations. On sait que tout ça ne va pas agir sur le court terme, et du coup que nous serons encore engagés d'une manière ou d'une autre sur des opérations actuelles et peut-être d'autres à venir, qui sait ce qui va se passer.

Je voudrais vous dire que nous sommes très préoccupés par le sujet que vous avez évoqué madame, parce que c'est vrai que notre présence effective sur le terrain militaire nous met dans une situation de dépendance par rapport à un régime qu'on n'aime pas. Dont on n'aime pas les pratiques, et ça nous pose en position de faiblesse dans beaucoup de cas pour exiger des contreparties, situations qu'on connaît bien. On n'a pas de solution miracle pour ça, mais il faut la regarder au fond des yeux, il faut l'admettre, l'assumer pour prendre un mot que vous avez utilisé. Je crois qu'aussi il faut y mettre de la transparence. C'est une chose qu'on aimerait pouvoir faire. Il faut que ces opérations, y compris les dilemmes dans lesquels nous sommes engagés, soient évoqués de manière transparente, que le peuple français soit au courant, et d'une certaine manière que nous assumions collectivement ces certaines contradictions que nous avons à connaître sont des sujets qui ne peuvent pas se traiter dans le secret des cabinets et un problème politique d'officine. Elle doit être sur la place publique.

Audrey Pulvar : une dernière question ?

Sandra Lhote-Fernandes, d'Oxfam. Je voudrais poser deux brèves questions : deux représentants de candidats présents aujourd'hui nous ont fait part de l'engagement d'atteindre les 0,7% en 2022, je voudrais savoir pour les deux autres à quelle échéance cet engagement des 0,7% serait atteint.

Deuxième question sur un point revenu plusieurs fois dans le débat, le lien entre APD, politique publique permettant de lutter contre pauvreté et inégalités, et la gestion des flux migratoires par les pays donateurs. J'aurais une question de clarification pour M. Severino,

car il est vrai que dans la 1^{ère} version du programme d'E. Macron il était question d'organiser une conférence annuelle sur la renégociation des montants de l'APD au retour des migrants dans les pays partenaires.

Vous nous avez dit que cette proposition n'était plus dans le programme de M. Macron, peut-être avoir une clarification du coup sur la vision du programme d'En Marche sur cette question. Merci.

Jean-Michel Severino : je pense déjà avoir répondu sur ces deux sujets mais je peux reprendre rapidement.

Sur l'aspect budgétaire, nous avons dit que cet objectif se situerait dans une période 2022-2030 et en fonction d'une révision dans le cadre d'un échéancier qui serait fixé à l'occasion de la révision de la loi de programmation de l'APD à l'automne prochain.

Je peux faire un pas en arrière pour dire que si nous avons cette position de prudence, c'est que le cadrage macro-économique dans lequel on s'inscrit pour la France n'est pas celui de mes voisins : il est beaucoup plus restrictif même si ce n'est pas un cadrage de rigueur, mais beaucoup plus restrictif sur la grandeur macro-économique.

Nous nous préparons à vivre une période dans laquelle la dépense publique sera très contrôlée, dans lequel il faudra faire par ailleurs d'autres efforts de dépenses publiques sur d'autres politiques publiques nationales en faveur de tous les français. Nous savons que cette politique d'APD, pour pouvoir croître, devra prendre sa place aussi parmi d'autres priorités aussi importantes pour tous les français dans un cadre de contrôle de la dépense publique. Nous n'avons pas la même approche je dirais philosophique générale de départ sur ce que sera nos libertés, nos marges de manœuvre. C'est clair que si on assume que la dépense publique ne sera pas seulement 57 mais sera 58 59 60% du PIB, on n'est pas dans la même logique qu'en ce qui concerne l'équipe d'E. Macron.

Sur la question migrations/APD, je le répète, cette phrase, ce paragraphe maladroit qui ne représentait pas les intentions d'E. Macron a été supprimé, punto. Maintenant, ce que nous disons c'est quelque chose qui est très proche de ce que mes voisins disent : bien évidemment l'APD, je l'ai dit d'entrée, est un des instruments qui permettent de gérer la lutte contre la pauvreté, les problématiques de sécurité et qu'il faut bien entendu la concentrer en particulier sur le Sahel et sur ces régions qui sont également des régions d'origine migratoire du fait de leur situation démographique et de pauvreté, c'est un des instruments qui doit être employé à côté d'autres instruments.

Christian Cambon : Sur l'objectif du 0,7%, je crois avoir démontré ici que notre volonté partagée par tous d'aller le plus vite possible le plus loin possible, tout le monde sait que F. Fillon fait en sorte que ses engagements en matière économique soient exacts. De notre pays notamment sur le plan financier. Je pense que... j'ai entendu pour ma part trop de fois des déclamations à toutes les grandes tribunes internationales, ONU et autres compris, sur la nécessité d'atteindre cet objectif, ou de lancer des crédits qui étaient en fait déjà programmés, je crois qu'il faut donc être extrêmement prudents sur ce sujet. Bien voir de quoi on parle quand on parle de 0,7%, je l'ai dit tout à l'heure, parce que moi je connais un ministère le long de la Seine qui peut y mettre n'importe quoi pour tenter de brouiller les pistes...

Je pense que ce qui compte, de la part de ce qui peuvent aspirer à cette élection présidentielle, c'est une volonté ferme, une volonté forte d'accroître l'APD, c'est une

nécessité absolue, on l'a vu, mais je pense qu'il serait absolument périlleux de s'engager sur des dates parce que jusqu'à présent, les circonstances ont montré qu'il était excessivement difficile de citer des dates qui de bonne foi peuvent être crues par les uns ou les autres, mais ne sont pas respectées . Ceci posé, je crois fermement que cet objectif est atteignable, à condition de mobiliser des acteurs nouveaux qui sont à mon sens moins sollicités par les temps qui viennent.

Audrey Pulvar : très bien, donc pas d'engagement sans lendemain, ce qu'il faut c'est être exemplaire. Merci beaucoup.

Christian Cambon : Vous vous faites l'interprète de ma pensée, c'est formidable...

Audrey Pulvar : Non non, mais l'exemplarité de la candidature de F. Fillon n'est discutée par personne

Christian Cambon : Mais j'espère bien ! (rires dans la salle) Je m'attendais bien à quelque chose comme ça ! (applaudissement général)

Audrey Pulvar : Merci à tous les 4, merci à vous d'être avec nous, d'être restés. Aux organisations qui ont mis en place cet après-midi et je passe pour une minute ou un petit peu plus la parole à Philippe Lévêque de CARE

Philippe Lévêque : Ce sera juste une minute : merci à chacune et chacun d'entre vous d'être venus. Cette salle est remplie, nous en sommes vraiment ravis.

Au nom de nos amis d'Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, de ONE et de CARE bien sûr, un grand merci à chacune et chacun d'entre vous. Messieurs, merci d'être venus, merci d'avoir répondu aux questions, merci de votre engagement personnel dont nous savons la sincérité au-delà de vos divergences, à tous et à ceux qui nous écoutent, je rappelle qu'il y a ce comparateur que nous avons fait ensemble qui continuera messieurs à évoluer, donc attention aux notes qui vont suivre. Il est important pour nous tous, allez sur le site aide-developpement-2017.org , et vous verrez comment les positions des candidats évoluent.

Je vous demande d'applaudir et de remercier notre amie Audrey Pulvar pour son talent, pour son engagement. Merci chère Audrey pour, je sais vos convictions. Merci pour tout, merci à nos amis du Monde qui nous ont reçus ici, merci à tous ceux qui ont rendu possible cet évènement.

Audrey Pulvar : Et répondez Présent à l'appel des solidarités !